

# Complot déjoué à Masimanimba

Lire de la page 7 à la page 14.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1624 | MARDI 24 DÉCEMBRE 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Parler moins, agir plus

par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**C**ommuniquer adéquatement. Se taire est souvent une meilleure posture à prendre. Question : pourquoi notre pays aime tant ouvrir la bouche? Alerter son entourage sur un danger qui pointe à sa porte ne manque pas de sens mais est-ce la première action à engager en l'espèce ou il faut au contraire chercher à neutraliser le danger? Ceux qui dirigent le monde savent. Ils frappent. Et communiquent après. Les États-Unis en Irak face à Saddam Hussein exécuté par pendaison à Bagdad, le 30 décembre ; la Russie face à l'Ukraine

désormais quasi détruite ; Israël face au mouvement palestinien Hamas qui voit tous ses chefs anéantis un à un où qu'ils se trouvent dans le monde. Pareil pour le groupe islamiste chiite libanais Hezbollah. Les exemples sont légion. Pense-t-on que les Maîtres du monde pourraient avoir une autre perception des relations entre les États qui mettrait de côté la puissance? Si tel est le sens de la communication publique congolaise, c'est taper à côté. Rappelons ces mots du président français Emmanuel Macron prononcés les yeux dans les yeux, le 4

mars 2023, avec solennité, à Kinshasa, au Palais de la Nation, siège de la présidence de la République, face à son homologue congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant la Nation, devant le monde, après des propos récusés d'un journaliste congolais, allant jusqu'à le ridiculiser : « Je suis pour la vérité, toute la vérité. Je suis prêt à ouvrir toutes les pages de l'Histoire. (...) Vous avez fait un raccourci qui n'a rien d'historique, ni de juste entre le rôle qu'a pu jouer la France dans cette page sombre dans la sous-région et la situation dra-

matique que j'ai évoquée, la deuxième guerre, avec les millions de morts, de votre pays, dont je rappelle la gravité. Donc, je récusé le raccourci que vous avez fait (...). Soyons clairs. Depuis 1994, plusieurs pays de la sous-région - pas qu'un - sont entrés dans votre pays et plusieurs groupes rebelles y ont prospéré, captant d'ailleurs beaucoup de richesses, minières, économiques qui devraient revenir à votre pays. Depuis 1994 - et c'est pas la faute de la France, pardon de le dire dans des termes aussi crus - vous n'avez

(Suite en page 2).



# Sur le Rwanda, parler moins, agir plus

(Suite de la page 1).

pas été capables (votre pays n'a pas été capable, ndlr) de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire, ni administrative. Faut pas chercher des coupables à l'extérieur (...)

## LA RECETTE.

Pense-t-on que ces paroles, qui datent de l'année dernière, soient sorties par hasard de la bouche du chef d'un pays membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, connu pour celui qui rédige les résolutions des Nations Unies sur le Congo ? Pense-t-on que ces paroles représentent le point de vue de la seule France, du seul président français, et qu'elles ne seraient pas partagées par d'autres puissances planétaires, par l'Afrique, par la sous-région ? En fait, jamais à ce jour, ni la

France, ni l'ONU, ni une quelconque puissance mondiale n'a condamné le Rwanda dans son agression au Congo. Le feront-ils un jour ? Qui sait ? Mais quand, comment, pourquoi ? Que de rapports rédigés par des commissions d'experts de l'ONU, distribués à New York sur cette invasion rwandaise. Qui les a lus ? Qui en a tenu compte ? Lettre morte ! Nations Unies, «le Machin ô combien inutile et même dangereux», avait déjà constaté le Général de Gaulle. Ces Nations-Unies qui, depuis plus d'un demi-siècle, s'éternisent au Congo sans que nul ne sache quand elles s'en iront, et, dans quelles conditions... Sait-on que si Paris ne peut condamner Kigali, c'est suite aux relations étroites qui lient la France au Rwanda. L'alliance Paris-Kigali se situe dans nombre de secteurs. Entre les deux Capitales, il s'agit d'un partenariat

stratégique. Au Mozambique, des soldats rwandais combattent des djihadistes qui empêchent l'émergence du gigantesque projet gazier de la multinationale française, TotalEnergies. Le Rwanda est pourvoyeur de troupes pour les Casques bleus des Nations Unies. L'armée rwandaise RDF est déployée en Centrafrique et au Mozambique dans le cadre d'opérations onusiennes sur le continent. Sait-on comment il est difficile de trouver un pays qui offre ses soldats pour aller combattre pour un autre pays, dans un autre pays...

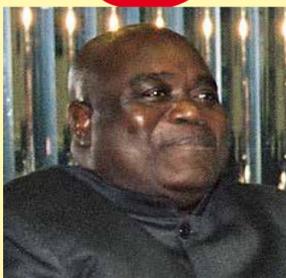
Que faire face à cette agression rwandaise que Kinshasa qualifie de «barbare» ? Une recette, une seule : arrêter de parler inutilement, arrêter de faire trop de bruit, arrêter «le théâtre de chez nous». Repenser la parole congolaise, structurer celle-ci. Mettre en place une équipe de stratèges

politiques, militaires, sécuritaires de haut vol, composée de ceux qui savent, qui connaissent, qui maîtrisent la politique, l'armée, la sécurité, les Grandes Puissances, l'Afrique, les Grands lacs. Objectif : placer le Congo en capacité de restaurer demain la souveraineté militaire, sécuritaire, administrative. S'éloigner plus que jamais des apprentis qui agissent comme des petits enfants. Donner à ces stratèges un temps et des moyens de réflexion en vue de faire rebondir le Congo. La Russie l'a fait après la fin, le 25 décembre 1991, de l'URSS après la démission de Mikhaïl Gorbatchev. Le Front Patriotique Rwandais tutsi l'a fait après la mort de son chef Fred Gisa Rwigema tué le 2 octobre 1990 dès le lendemain de la première offensive tutsie visant à renverser le pouvoir Hutu à Kigali. Cela a pour nom reculer pour mieux sauter.

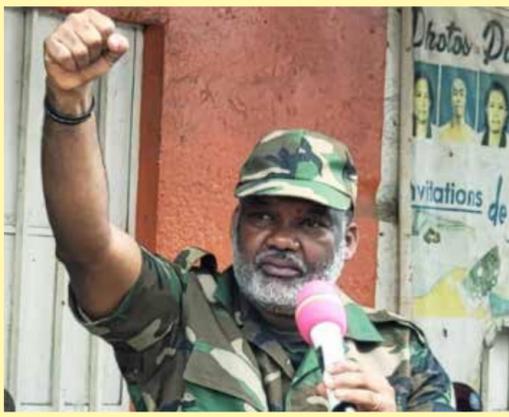
# Nangaa, un énième Congolais de service

**C**e fut la phrase clé léguée au Congo par Me Gérard Kamanda wa Kamanda, né le 10 décembre 1940 à Kikwit, province du Kwilu, éteint le 21 janvier 2016 à Kinshasa.

Celui qui fut, à Addis-Abeba, en Éthiopie, entre 1967 et 1972, directeur de cabinet du Secrétaire Général de l'OUA, Organisation de l'Unité Africaine (aujourd'hui UA, Union Africaine), le Guinéen Diallo Telli, et, entre 1972 et 1978, Secrétaire Général Adjoint élu de l'OUA avant de regagner le pays et d'occuper plusieurs fonctions ministérielles (Vice-Premier ministre aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, Vice-Premier ministre à l'Intérieur, Vice-Premier ministre à la Justice, ministre de la Recherche scientifique et technologique), a usé d'une formule choc - « Congolais de service » - pour désigner Laurent-Désiré Kabila quand celui qui fit sa vie longtemps dans le maquis de l'Est, dans l'oubli, fut porté par le Rwanda et l'Ouganda à la tête de l'Afdl, Alliance des forces démocratiques pour la



De g. à dr., Laurent-Désiré Kabila, Ernest Wamba Dia Wamba, Paul Lunda Bululu, Arthur Z'ahidi Ngoma, Azarias Ruberwa, Bizima Karaha, Émile Ilunga Kalambo, Moïse Nyarugabo Muhizi Mugeyo, Azarias Ruberwa Manywa, Laurent Nkunda Batware, Corneille Nangaa Yobeluo. DR.



libération du Congo, que Wikipédia décrit comme «une coalition de dissidents à Mobutu Sese Seko et de groupes ethniques minoritaires congolais qui, emmenés par Laurent-Désiré Kabila, mais en réalité orchestré et dirigé par le Rwanda, prirent le pouvoir au terme de la première guerre du Congo (1996-1997), tout en se rendant

coupable de nombreuses exactions. Bien que l'alliance ait réussi à évincer Mobutu du pouvoir, elle ne survécut pas aux tensions entre Kabila et ses anciens alliés, l'Ouganda et le Rwanda, ce qui amena au déclenchement de la deuxième guerre du Congo le 2 août 1998». Après la crise surgie entre Laurent-Désiré Kabila et ses mentors

rwandais et ougandais et la fin de l'Afdl, Kigali construit en 1998, sur le même mode opératoire, une autre rébellion, le RCD, Rassemblement congolais pour la démocratie, né à Goma et porté à sa tête plusieurs personnalités congolaises de premier plan recrutées à Kinshasa et dans des pays de l'Est. Cette rébellion compte dans ses rangs le professeur Ernest Wamba dia Wamba, l'ancien premier ministre Vincent de Paul Lunda Bululu, l'ancien fonctionnaire de l'Unesco Arthur Z'ahidi Ngoma, l'ancien ministre Alexis Thambwe Mwamba, Antipas Mbusa Nyamwisi, John Tibasima Bogemu, Émile Ilunga Kalambo, Adolphe Onusumba Yambo, Azarias Ruberwa Manywa, Moïse Nyarugabo Muhizi Mugeyo, etc.

## ÉNIÈME CONGOLAIS DE SERVICE.

Après le RCD qui participe au pouvoir à Kinshasa (régime 1+4 après le dialogue inter-congolais de Sun City, nouveau clash entre Kinshasa et Kigali. Puis, nouvelle guerre contre Kinshasa conduite cette fois par divers groupes rebelles, CNDD avec Laurent Nkunda Batware,

Bosco Ntaganda surnommé le Terminator, Sultani Makenga, Jean-Marie Runiga, le M23 avec un natif de Bukavu, Bertrand Bisimwa et, le tout dernier acte, l'AFC, l'Alliance Fleuve Congo avec l'ancien président de la Commission Électorale Nationale Indépendant, Corneille Nangaa Yobeluo. Ce natif de l'Ituri est-il le énième «Congolais de service» qui subira le sort de nombre de ses compatriotes passés à Kigali, utilisés à souhait par Kigali pour la vente de son image dans un monde interconnecté quand il exploite à souhait illégalement les mines de l'Est avant d'être lâchés car usés ? Il est vrai que le régime rwandais n'a jamais eu le moindre état d'âme quand il s'agit de ses intérêts. L'échec du sommet de Luanda qui aurait réuni, le 15 décembre 2024, le Congolais Tshisekedi et le Rwandais Kagame autour de l'Angolais João Lourenço quand Kigali réclame auparavant un dialogue entre Kinshasa et le M23-AFC, laisse un espoir à Nangaa et à Bisimwa. Mais l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Le Rwanda fera-t-il marcher ses soldats une énième fois jusqu'à Kinshasa ?

T. MATOTU ■

# Les nominations dans les états-majors des Forces Armées, la réponse attendue

**I**n'y a aucun doute. Le Général Christian Tshiwewe Songesha a bien été limogé à la tête de l'état-major des FARDC, les Forces armées de la République Démocratique du Congo. Le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a signé jeudi 19 décembre 2024 une série d'ordonnances portant nominations au sein des FARDC dans un contexte de poussée de violences à l'Est et de progression de la coalition pro-rwandaise M23-AFC, particulièrement dans le territoire de Lubero, au Nord-Kivu où «la situation, ces dernières semaines, nous confie un habitant de la ville de Goma, s'est totalement détériorée. Matembe, localité de Lubero, est tombé dimanche 15 décembre. Sans combats. Le 17, deux jours plus tard, la localité d'Alimbongo est tombée. Sans combats. L'ennemi semble vouloir avancer vers la porte de Musienene. Il s'agit de sites stratégiques. Il viserait Butembo. Ces rebelles vont-ils y aller comme dans un salon ? Il s'agit d'une guerre d'usure. La paix promise ne vient pas. Signe que l'ancienne équipe des FARDC n'a pas fait du résultat».

Entre autres de ces ordonnances présidentielles qui touchent toutes les structures décisionnelles de l'armée nationale, il y a donc clairement l'éviction à la tête de l'armée avec le remplacement du chef d'état-major général. Le général d'armée Christian Tshiwewe Songesha a cédé sa place après deux ans à la tête de l'armée. Succédant au Lieutenant général Célestin Mbala, l'ancien commandant de la Garde Républicaine, GR, en charge de la sécurité



du Chef de l'État et d'autres installations stratégiques de sécurité, avait été promu chef d'état-major général, le 4 octobre 2022, avec mission de contrer l'avancée du M23, mouvement rebelle soutenu par le Rwanda. Le général d'armée Christian Tshiwewe Songesha est nommé conseiller militaire auprès du président de la République. Le militaire qui reprend la main est le Lieutenant-général Jules Banza Mwilambwe, un officier artillier de formation.

### SOUTIEN DE DIPLOMATES AU M-23 ?

Avant sa promotion, le Lieutenant-général Jules Banza Mwilambwe occupait le poste de chef adjoint de la maison militaire du Chef de l'État, chargé des opérations et des renseignements. Considéré comme l'un des hommes de confiance du président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, cet officier avait auparavant exercé les fonctions de commandant adjoint de la Garde Républicaine. Un autre changement de premier plan concerne l'état-major des renseignements militaires, la

DEMIAP. Le Général-major Christian Ndaywel, qui en assurait la direction, est nommé commandement des forces terrestres. Le Général-major Christian Ndaywel venait d'être honoré, lundi 11 novembre 2024, avec un autre officier supérieur congolais, le Lieutenant-général Tumba Byamunda de la Maison militaire, par la République française. Les deux officiers congolais, selon le communiqué de l'ambassade de France à Kinshasa, ont été élevés au rang de Chevaliers de l'Ordre national français pour leurs bravoures et compétences. Le texte ajoute que cette décoration leur a été remise après examen minutieux des dossiers de plusieurs généraux congolais. Plusieurs autres nominations et permutations touchent les commandements des zones de défense et des bases militaires. Ci-après, la nouvelle équipe de commandement des FARDC :  
- Lieutenant Général Jules Banza Mwilanié est nommé Chef d'état-major général des FARDC ;  
- Général d'armée

Christian Tshiwewe est nommé conseiller militaire du Chef de l'État ;  
- Général major Christian Ndaywel quitte la DEMIAP pour la Force terrestre, comme chef d'état-major général ;  
- Général Chico Tshitambwe est nommé commandant de la première zone de Défense ;  
- Général major Jean-Roger Makombo est nommé sous chef d'état-major chargé du renseignement militaire ;  
- Général Pacifique Masunzu est nommé commandant de la troisième zone de défense. Sont promus en grade pour leur bravoure et le travail rendu à la nation.

### Lieutenant Général.

1. Banza Jules Mwilanié ;
2. François Kabamba ;
3. Jean-Pierre Kasongo Kabwik ;

### Général major.

1. Malubuni Martin Roger
3. Biagolo Antoine

### Général de brigade.

1. Benjamin Katende Batubadila ;
2. Eric Maloba Mwila ;



Ci-contre, le nouveau Chef EMG, le Lieutenant Général Banza Jules Mwilanié. Ci-haut, le nouveau Chef de l'Armée de terre, le Général d'armée Christian Tshiwewe. Ci-bas, remise de la distinction honorifique aux deux officiers congolais à l'ambassade française. DR.

3. Raymond Monga Bongo ;
4. Modeste Mpanga Muamba ;
5. Jules Muteteke.

Le Président de la République a aussi nommé Jean de Dieu Ntanga Nkita à la tête du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation, P-DDRC. Deux ans après la nomination de Christian Tshiwewe Songesha à la tête de l'armée nationale, le constat est que la situation sécuritaire a continué à se détériorer à l'Est du pays.

À ce jour, la coalition armée pro-rwandaise, qui compte dans ses rangs, au moins 4.000 soldats RDF, l'armée rwandaise, selon des rapports des commissions d'experts des Nations Unies, contrôle de vastes territoires dans le Nord-Kivu, incluant Masisi, Rutshuru, Walikale, Nyiragongo et Lubero, des zones dont l'étendue est aujourd'hui deux fois supérieure à celle occupée en 2012.

Nombre de Congolais qui saluent ces nominations espèrent que les nouveaux chefs EMG vont pouvoir faire face aux troupes rwandaises qui ont envahi l'Est convaincues, elles, que le Rwanda qui a mené à ce jour au

moins deux guerres au Congo, a poussé à la chute à Kinshasa de deux présidents, Mobutu Sese Seko et Laurent-Désiré Kabila, en a tué un, Laurent-Désiré Kabila, abattu dans son bureau du Palais de marbre, ne saura pas cette fois, pour la troisième fois, atteindre ses objectifs.

Reste que si la coalition M23-AFC «voulait prendre la ville de Goma, à 30 kms de ses positions, elle la prendrait. Mais Goma, qui passe désormais pour le siège des Nations Unies au Congo, est préservée des attaques suite à cette présence de diplomates. La coalition pro-rwandaise voulait, et n'en a rien abandonné, prendre en même temps la ville de Bukavu. Elle se trouve actuellement sur le plateau de Kalehe», explique un autre habitant de Goma qui estime que fatigués de mille guerres, les déplacés n'ont plus désormais peur des rebelles du M23-AFC, puisqu'ils regagnent de plus en plus leurs habitations.

«Au moins 900.000 personnes auraient regagné leurs maisons», ajoute la même source qui pense que «l'ennemi pro-rwandais est déterminé ; il a des assurances de diplomates ; il a les moyens. L'extérieur

nous bombarde de bons discours sans actionner les sanctions». Cas de la résolution prise vendredi 20 décembre 2024 à l'unanimité des membres au Conseil de sécurité. En renouvelant pour un an «jusqu'au 20 décembre 2025 le mandat de la Monusco en RDC», alors même que cette force a commencé à se désengager progressivement du Congo à la demande des autorités de Kinshasa, le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'est arrêté à exprimer via ce texte son inquiétude face à «la poursuite des violences dans l'Est (...) et au maintien des tensions entre le Rwanda et le Congo». Sans plus. Il affirme que «la RDC continue de souffrir de cycles de conflits récurrents et évolutifs, et de violences persistantes de la part de groupes armés étrangers et nationaux» sans accuser le Rwanda de soutenir la coalition M23-AFC ou d'avoir ses propres forces au Congo. Kigali continue de démentir l'implication de ses troupes aux côtés des rebelles dans le Nord-Kivu quand des rapports documentés des experts des Nations Unies et de plusieurs pays, disent le contraire.

ALUNGA MBUWA ■

# Face à la guerre que faire ?

**L**e conflit qui éveille l'Est du pays a pris une nouvelle tournure le week-end dernier. Trois villes du Nord-Kivu ont été prises par les rebelles de la coalition M23-AFC appuyés par l'armée rwandaise. Ces rebelles ne se contenteraient plus de ces cités, dont d'autres concentrées de minerais stratégiques, telle la cité minière de Rubaya d'où est extrait 50% du coltan produit au Congo. Selon plusieurs sources documentées, l'armée ougandaise a joué un rôle clé dans ces dernières opérations militaires. Des vidéos ont montré une succession de véhicules militaires ougandais - une vingtaine au total - pénétrant sans aucune obstruction à Kanyabayonga, venus en ravitaillement aux forces d'agression.

Trois pays voisins de l'Est sont donc désormais clairement identifiés et coalisés dans la guerre aux côtés des rebelles du M23-AFC. Il s'agit du Rwanda, de l'Ouganda, du Kenya. Le président du Kenya, William Ruto qui fait face à une violente contestation populaire dans son pays, a eu droit le 23 mai 2024 à Washington, à la Maison Blanche, à un tapis rouge, accueilli, lui et son épouse, par le président américain Joe Biden et son épouse, Jill Biden, née Jill Tracy Jacobs. Il y effectuait une visite d'État de trois jours, la première à Washington, à la Maison Blanche, d'un président africain, depuis 2008, année qui avait marqué la visite du Ghanéen John Kufuor. Si la guerre du Kivu n'a pas officiellement été mentionnée dans les échanges entre Joe Biden et William



Des camions militaires ougandais de ravitaillement montrés sur des vidéos à Kanyabayonga. DR.

Ruto, il serait étonnant que la question n'ait pas été abordée, que William Ruto, qui se sent la vocation de se faire reconnaître comme le leader du Continent africain, depuis l'envoi de ses policiers à Haïti, n'ait pas donné son avis d'autant que la sécurité dans la sous-région était au menu de ces entretiens. La présence de la police du Kenya fait partie d'un programme multinational de lutte contre les gangs et de rétablissement de l'ordre dans la nation caribéenne.

## JAMAIS CELA N'AVAIT ÉTÉ ÇA.

« Le Kenya a de solides références en matière de rétablissement de la paix et de résolution des conflits à l'échelle mondiale. La présence de nos policiers en Haïti soulagera les hommes, les femmes et les enfants dont la vie a été brisée par la violence des gangs », s'était vanté Ruto, lors d'une réunion d'information préparatoire au déploiement tenue au Collège de formation de la police administrative à Embakasi. Ajoutant : « Nous travaillerons avec la communauté internationale pour apporter une stabilité durable en Haïti ». L'homme qui, à la veille de son élection, le 13 septembre 2022, comme président du Kenya, après avoir été vice-président comme colistier de l'ancien

président Uhuru Kenyatta, de 2013 à 2022, était connu pour son total mépris du Congo. À plusieurs reprises, dans ses meetings de campagne, il avait comparé le Congo à un « pays dont le peuple ne savait que boire, chanter et danser ».

Le 22 mai, à la veille de sa rencontre avec Joe Biden, il s'était exprimé sur la guerre au Congo.

Le président kényan, allant à l'encontre de tous les rapports des experts des Nations Unies confirmés par les services américains, ce qui avait entre autres conduit aux déclarations publiques du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui avait cité nommément les troupes rwandaises se battant aux côtés du M23-AFC, sur le sol congolais, avait publiquement nié toute idée d'une guerre menée par le Rwanda au Congo en prenant position pour le régime rwandais.

« En quoi le M23 est-il le problème de Kagame ? C'est un problème congolais. En tant que chefs d'État, lors d'une réunion, nous avons demandé : « le M23, les membres de ce groupe, sont-ils des Rwandais ou des Congolais ? » Et la RDC nous a dit : « Ce sont des Congolais ». Point barre ! Comment est-ce que cela devient un problème du Rwanda ? »

Lors de cette interview, réalisée et diffusée par Jeune

Afrique et The Africa Report, dans le cadre de l'événement Africa CEO Forum 2024, qu'organise le magazine transafricain basé à Paris, William Ruto se trouvait aux côtés des présidents rwandais Paul Kagame et mozambicain Filipe Nyusi.

Outre cela, deux géants mondiaux américains de l'électronique, Google et Microsoft, sont en pointe à Nairobi, ville considérée comme le centre technologique sous le nom de Silicon Savannah. L'exploitation des « minerais de sang » par la coalition M23-AFC et par le Rwanda dénoncée par le Congo qui a initié une action judiciaire à l'international, serait-elle étrangère à ces prises de position kényennes ? Pour avoir été le premier président africain à avoir eu les honneurs d'une visite d'État à la Maison Blanche depuis 2008, qui a envoyé sa police en Haïti faite d'unités spécialisées telles l'Unité de Déploiement Rapide, RDU et l'Unité des Services Généraux, GSU, qui dirige la mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti et combat pour ce pays situé sur le continent américain, à des milliers de kilomètres du Kenya, mais sous financement américain, comment en effet ignorer que William Ruto cherche à se faire reconnaître en Occident comme le seul leader africain interlocuteur du reste du monde ?

Aux déclarations de Ruto, il faut ajouter celles récentes du président rwandais en campagne pour sa réélection qui a déclaré sur France 24, la chaîne d'information en continu, que son pays « est prêt à faire la guerre au Congo. Nous n'avons peur de rien... »

L'ancien chef d'État major rwandais en charge de l'armée de terre, le Lieutenant général Mubarak Muganga, promu en juin 2023, Chef d'État major général des Forces Rwandaises de Défense, RDF, Mubarak Muganga, en a ajouté une couche, non des moindres : « J'ai été nommé par SE le Président Paul Kagame rien que pour faire la guerre. Mais cette guerre, on ne va pas la faire ici au Rwanda, nous irons la faire en RDC. Qu'on ne cache plus rien. Car s'il n'y a pas guerre, je serai au chômage. Les bombes, nous n'allons pas les poser sur notre propre sol. Nous allons les poser sur le sol de la RDC. J'ai entendu trop de gros mots. Ils croient que s'ils sont gros obèses, c'est ça la force. Notre objectif est de détruire la RDC avant la fin de cette année 2024. Nous avons attendu que son général Tshiwewe attaque le Rwanda. Jusqu'à présent, rien. C'est nous qui devons attaquer en premier. Et quand nous allons attaquer, ce n'est pas à un seul endroit car le pays est 89 fois plus que le Rwanda. Nous allons

les tuer 89 fois. Bunagana, Masisi, Rutshuru et autres nous appartiennent pour toujours. Mais nous irons plus loin que ça. Les mots ne blessent pas. Mais les actions fortes sur le terrain vont amener ce pays à comprendre la force du Rwanda ».

## COMMENT ? DIALOGUER ?

Entre le Congo et le Rwanda, jamais, depuis l'Afdl, le conflit n'avait atteint un tel niveau d'hostilité. Que peut faire notre pays face à cette guerre ? Selon nos informations, des élus du Nord-Kivu auraient résolu de pousser au dialogue avec les rebelles M23-AFC. Ce serait la seule façon pour eux de mettre fin à ce conflit. Si dans un conflit, un accord est toujours souhaitable, la question est de savoir quand y aller et comment y aller. Lorsqu'il y a un conflit, on ne va pas au dialogue en position de faiblesse sauf si aucune issue n'existe. On y va en position de force afin de parler face à face mais certes l'option est du domaine des seuls militaires au front et en mesure d'évaluer les capacités en présence. C'est eux et eux seuls qui sont en mesure d'indiquer à un moment, aux politiques, quelle issue suivre. Mais la décision finale revient aux politiques seuls. Dans son discours le 30 juin 2024 à

l'occasion de la fête de l'indépendance, le président de la République a eu ces mots : « Ce qui se passe à Kanyabayonga, à Kayini, aux villages du Sud de Lubero ainsi que dans les territoires de Rutshuru, de Nyirangongo et de Masisi, constitue une agression flagrante contre notre souveraineté nationale et la paix de notre peuple. (...) Soyez assurés que je mets tout en œuvre pour rétablir la sécurité et protéger tous nos concitoyens ».

Le même 30 juin, lors d'un Conseil Supérieur de la Défense qu'il a présidé en toute urgence, le Président a annoncé des mesures pour récupérer « rapidement » des localités occupées par les forces rwandaises. « Après plus des 3 heures de discussions, un tour d'horizon avec les différentes autorités militaires, des perspectives des mesures ont été proposées au Président de la République pour que les Forces armées de la RDC puissent très rapidement remettre de l'ordre dans cette partie du pays et reprendre certaines autres localités qui ont été occupées par les forces rwandaises », a déclaré le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe.

Il est minuit. Il est urgent que la réponse vienne. La cité de Kanyabayonga n'est séparée de la troisième ville du pays, Kisangani, que de 830 kms. Kisangani est le fief sociologique du chef de cette rébellion, Corneille Nangaa Yobeluo qui, lors de la journée de l'indépendance, a prononcé un discours virulent répétant les mêmes récriminations, appelant les Congolais à rejoindre son combat, se donnant une stature de vainqueur. Nul doute, la dynamique de cette guerre a changé. L'urgence d'une stratégie en vue d'une réponse adéquate s'impose. Il y va de notre pays.

T. MATOTU

# Investir sur le casting, l'expérience, la compétence, le choix des gens

# Urgence extrême

par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**J**e signe ce texte que je veux court. En effet, à une époque de hyper médiatisation, on regarde, on écoute, on lit peu. Je veux juste parler Congo, en peu de mots. Prenons un exemple : nous nous vantons de tout (avec raison?) De notre pays, le plus riche du monde, avec mille minerais, les plus rares, les plus recherchés. De notre Constitution, qui prône la démocratie avec comme conséquence une flambée d'églises à chaque coin de rue voire deux ou trois dans une même parcelle, d'ONGs à la pelle, de partis, de regroupements politiques à chaque coin de rue, de médias stipendiés, trop désordonnés, qui tirent à tout va, se tirent dessus, sauf exception, financés par des hommes politiques

dans un seul but: abattre l'autre. Une formule qui nourrit tant, séduit tant, dans un contexte d'absence criante d'entreprises commerciales. Est-ce ce modèle de développement, de décollage économique pour nos pays? N'est-ce pas au contraire un piège tendu? Je me rappelle comment j'avais été satisfait si pleinement un jour d'entendre, de la bouche d'éminents professeurs de Harvard, ce qui fut longtemps ma conviction : «Les Occidentaux avaient été surpris par l'Asie. Ils se sont depuis organisés pour que jamais l'Afrique ne les surprennent. Retenez que jamais vos pays ne se développeront». Posons-nous des questions. Ce système imaginé, vanté, imposé à nos pays par les Occidentaux, savons-nous qu'il est pleinement à leur service? Com-

ment expliquer qu'au nom de la liberté de parole, de la liberté de presse, leurs médias envahissent tant nos pays au point non seulement d'occuper nos salons et nos espaces ouverts, mais de s'afficher sur des panneaux publicitaires géants plantés dans nos rues et avenues? Quel (s) but (s) poursuivent-ils quand par ailleurs ils nous chassent de chez eux? Ne faut-il pas, plus que jamais, penser à nos pays, penser à nous-mêmes? Quand l'Occident impose la démocratie à nos pays, pourquoi ne la réclame-t-il pas partout dans le monde? Voyons la sous-région. Regardons l'Afrique. Regardons le monde. Posons-nous des questions. Comment expliquer que l'Occident respecte tant la Chine (la redoute, la craint), cette Chine à qui, il y a vingt

ans, un Français, Alain Peyrefitte, consacra un livre monument : «Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera» (Paris, Fayard, 1973, thèse : vu la taille et la croissance de sa population, la Chine finira inexorablement par s'imposer au reste du monde dès qu'elle maîtrisera une technologie suffisante) et, plus tard, comme en écho: «La Chine s'est éveillée», Paris, Fayard, 1976. Face à la Chine, quel pays ne tremble pas désormais? Quel modèle de développement la Chine a mis en œuvre? Existe-t-il en Chine des chefs religieux, des partis politiques, des médias qui tirent sur leur régime et se font entendre? Quel pays dans la sous-région importerait le modèle congolais et quel pays est autant menacé de l'extérieur que le Congo? Pensons-

nous qu'en écoutant tant l'extérieur, en nous nous agenouillons tant, en nous rampant tant face à l'extérieur, cela permettra à nos pays d'aller de l'avant? Ce qui se passe aujourd'hui dans le monde (Gaza, Liban, Ukraine, etc.) n'est-ce pas une chance pour nos pays d'écrire notre page? Pensons Congo, urgence absolue. Inspirons-nous de ce qui marche ailleurs et qui inspire respect. Mettons-y de l'intelligence. Il est grand temps. Arrêtons avec le simple remplacement qui ne conduit à rien. Investissons sur le casting, l'expérience, la compétence, le choix des gens (Tout réside dans le casting, Le Soft International n°1605 | lundi 15 avril 2024). La voie de la Corée du Sud, de Singapour, de tant d'autres qui ont décollé. Pensons Congo, urgence extrême.

LA PRÉCISION DU FAIT  
LA RECHERCHE DU DÉTAIL  
LA PUISSANCE DU VERBE  
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER  
**international**

SINCE 1989

**Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale**



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

# Le complot d'effacement de Masimanimba est déjoué

**À** Masi-cordiale abréviation de Masimanimba comme l'est Kin pour Kinshasa - il n'existe aucun doute. La population est convaincue comme jamais.

« Le territoire a été au centre d'un complot d'effacement politique avec au cœur ceux qui détestent ce territoire jadis surnommé Quartier Latin pour ses écoles catholiques de grande qualité dirigées par des frères jésuites et des pères jésuites, qui ont formé tant de générations », déclare @kkmtry, le seul à avoir été élu député national en 2006 alors qu'il était candidat indépendant quand le pays entendait dire dans des médias qu'aucun candidat député ne relevant d'une liste de parti politique qui pouvait accepter plusieurs candidats, n'avait la moindre chance d'être élu. Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba qui a fini par créer, l'année suivante, un parti politique, le PA, le Parti pour l'Action, annoncé depuis la cité de Masimanimba, qui n'a jamais quitté son fief, quand certains l'ont fait, n'a jamais changé de circonscription électorale quand d'autres l'ont fait, a, depuis, été élu, réélu, ... réélu. Jusqu'à ses derniers souchis lorsqu'il



Surnommé Boyka, Tryphon Kin-kiey Mulumba porté en tipoy dans un centre de Mokamo. DR.

décide de se porter candidat à l'élection présidentielle et dépose son dossier le 7 août 2018, convaincu de l'échec politique du camp Kabila.

## MASI ET SES PROBLÈMES.

Ce qui arriva puisque le dauphin de l'ancien président, Emmanuel Ramazani Shadary, annoncé le 8 août 2018, le jour de clôture du dépôt des dossiers de candidature, était à la troisième place, avec 23,87% des voix exprimées (4.357.359) contre 38,57% (7.051.013) pour Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo suivi de Martin Fayulu Madidi avec 34,83% (6.366.732), selon les résultats officiels de la Commission Electorale Nationale Indépendante, CENI. Mais les ennuis

de Masimanimba ont commencé dès l'Indépendance du Congo, les années 60. Originaire de ce territoire où il est né au chef-lieu, Cléophas Kamitatu Masamba dit Kwadros, fit à ce point pleurer ses adversaires notamment lorsqu'il parvint à confisquer le poste tant convoité de Gouverneur de la ville de Léopoldville (comprenant la ville-province de l'actuelle Kinshasa autrefois Léopoldville, la province actuelle du Kongo Central, celle du Kwango, du Mai-Ndombe, du Kwilu) qu'il se fit haïr cordialement par tous. Quand en 1963, le pays passe à 26 provinces en plus de la capitale, Masimanimba se trouvait naturellement côté Kwango mais les leaders de cette

partie du pays firent obstruction face au leadership de Cléophas Kamitatu. « Voilà comment nous sommes arrivés au Kwilu. Ne sommes-nous pas contents dans notre province du Kwilu », s'interroge sans cesse dans ses meetings le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. La réponse est oui. « Nous sommes contents ». Il n'empêche ! Rien ne s'est vraiment totalement accordé dans le Kwilu. À l'origine, toujours «le Vieux Kwadros». Si, au PSA, Parti Solidaire Africain, Cléophas Kamitatu Masamba est président provincial - Antoine Gizenga Fundji est président national. Mais ce Pende, originaire de Gungu, enseignant à l'Athénée de Kalina, dans la capitale Léopoldville,

n'avait jamais été en réalité dans l'espace Grand Bandundu où Kamitatu dit avoir fait élire des députés PSA. Du coup, pour se faire valoir politiquement, Kamitatu réclame, du fait de ses députés, le poste de gouverneur de Léopoldville attribué au PSA, poste que Gizenga revendique au titre de Président national du PSA. Voyant l'un de ses proches rester sans fonctions, Patrice-Émery Lumumba élu premier ministre bouscule le protocole, offre à Gizenga le poste de Vice-premier ministre mais sans portefeuille que celui-ci occupe de 1960 et 1961. Un poste pour inaugurer les chrysanthèmes... Et Gizenga se rapproche davantage du parti lumumbiste MNC-Lumumba,

scindé plus tard en MNL, dont une aile, le MNL/Bocheley avec Gizenga, Pauline Lumumba, Pierre Mulele, André Lubaya. Arrêté et mis en prison à Bula-Mbemba, pour avoir créé son gouvernement à Stanleyville (l'actuelle Kisangani) reconnu par 21 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est, Gizenga fonde le PALU, Parti Lumumbiste Unifié très critiqué par d'autres lumumbistes... Les ennuis avec Mobutu après l'assassinat de Lumumba constituent une menace pour les lumumbistes que Mobutu fait exécuter vivants tel Pierre Mulele qui avait pris la tête d'une rébellion dans le Kwilu, à Gungu et Idiofa, avec l'exécution en masse des intellectuels et

du chef d'état-major général de l'armée de Mobutu piégé. À la suite de l'opposition de Kamitatu, cette rébellion muleliste qui finit par occuper des espaces entiers du pays notamment dans la province de Grande Orientale, voulut avancer vers le territoire de Masimanimba mais n'y parvint pas. A-t-il été bloqué par une campagne anti-rébellion à Masimanimba ? Mulele réussit à entrer dans le territoire de Bulungu, voisin de Masimanimba. Sentant un échec cuisant, Mobutu soutenu par la Belgique et les États-Unis qui voulaient contrer l'avancée en Afrique de l'idéologie communiste, Mulele n'a qu'un choix : prendre une pirogue sur la rivière Kwilu, rejoindre les communistes de Brazzaville, capitale brazzavilloise mais se laisse séduire par Mobutu qui lui promet l'amnistie avant de le faire torturer publiquement le jour même de son retour au pays. «Jusqu'à la mort, lui faisant arracher les yeux, les oreilles, le nez et les parties génitales, ses membres amputés un à un alors qu'il était toujours vivant. Son corps jeté dans le fleuve Congo. Dix ans plus tard, Joseph-Désiré Mobutu ordonne que la mère de Mulele soit tuée à son tour, la fait tuer avec l'un des fils de Pierre Mulele», écrit Wikipédia.

(Suite en page 8).

# Tentative d'effacement avortée

# Masimanimba

# se remet en selle

(Suite de la page 7).

Resté proche de Mobutu même s'il use de sa liberté de parole, Kamitatu inspire-t-il les traitements infligés par Mobutu à Gizenga et aux lumumbistes ? Les problèmes de Kamitatu et de Masimanimba dans l'espace Grand Bandundu, n'ont jamais cessé même s'il n'y a jamais eu d'affrontements directs.

## VINT LE CACH.

Mais l'accord électoral CACH, Cap pour le Changement, signé le 2 décembre 2018 entre trois candidats Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo (Centre du pays), Vital Kamerhe Lwakanyinginyi Nkingi (Est) et Tryphon Kin-kiey Mulumba (Ouest) à l'issue duquel ces deux derniers candidats se désistent en faveur du premier, faisant de Tryphon Kin-kiey Mulumba un partenaire clé dans le Grand Bandundu où il fut directeur de campagne du candidat Tshisekedi, fut la goutte qui fit déborder le vase certains dans l'espace Grand Bandundu rêvaient de succéder à Kabila en se faisant désigner dauphin. D'où le sort scellé de Kin-kiey aux Législatives de 2018. Le spectacle le jour



**Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba affublé de tous les noms (Yha Khala, Bakala ya Ngolo, Ngulungu Shidu Muneni et désormais Boyka) lors de l'un de ses meetings tenus à sa résidence à la cité de Masimanimba. DR.**

de la proclamation des résultats en dit long. La liste de Masi est oubliée quand le bureau de la CÉNI lève la séance. Rappelé avec force par la salle qui crie «Masimanimba, Professeur Kin-kiey, Masimanimba, Professeur Kin-kiey», Corneille Nangaa Yobeluo regagne sa place, son bureau fait de même. Nangaa surpris, jette un regard en direction de son deuxième vice-président, Léonard Kantintima Basengezi qui, en direct à la télévision, arrache un bout de papier, écrit à la main la liste des députés de Masimanimba, la remet à Nangaa qui y jette un coup d'œil, fait

un sourire, remet le morceau de papier au membre de la plénière de la CÉNI, Élodie Nzamuzinda W'igulu, qui donne lecture. Tout ça en public. Il n'existe point de crime parfait... Le malheur de Masimanimba va encore s'aggraver quand, lors de la campagne électorale de 2024, au cours d'un de ses rares meetings dans le Grand Bandundu, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, d'entrée de jeu, face à la Nation, face au monde, à ces mots : « Kwilu, Masimanimba, longonya. Bokotisi ngayinyongo monene. Masimanimba, Nakeyi na Congo

mobimba, namoni mobilisation ya boyete... » (félicitations au Kwilu, à Masimanimba. Vous venez de me faire contracter une grosse dette. Je n'ai vu aucune mobilisation pareille partout où je suis passé dans le pays...). Tous ont vu dans ces propos un sentiment de reconnaissance, une promesse faite, une remontée en puissance du territoire. «Masi, avec le partenaire du Président, va décrocher quelque chose de très grand. Kin-kiey est le prochain Premier ministre ou le président de l'Assemblée nationale... », confie-t-on dans tous les cercles politiques du pays.

Voilà pourquoi des ennemis de Masi, portés par des fils égarés de Masi, ont fait circuler des billets verts pour noircir Masi, ont fait rédiger des «dossiers» distribués dans des salles en vue d'empêcher la circonscription d'exister politiquement. Depuis un an, Masi n'existe nulle part, n'est représenté nulle part. Ni à l'Assemblée nationale, ni au Sénat. La force de frappe de Masi, a réussi à neutraliser à Bandundu Ville, contre vents et marées, et l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial. Questions de Kin-kiey posées à

répétition dans ses meetings : « Oui, la circonscription de Masimanimba a vu des fraudes massives. C'est la population elle-même qui les a vues en ce moment d'histoire du monde où il n'existe point de secret, et les a mises en lumière, images et vidéos à l'appui. Mais ces fraudes massives que j'ai dénoncées avec force et que j'ai été le seul à dénoncer publiquement, ont-elles été plus massives qu'ailleurs dans le pays ? Le jour de l'annonce de ces fraudes, la CÉNI, en publiant la liste de Masimanimba dont elle a annulé les scrutins, et a publié la liste de ces fraudeurs, avait annoncé la publication d'autres listes dès le lendemain. Pourquoi n'ont-elles jamais été publiées ? Pourquoi s'en est-on arrêté à Masimanimba ? Pourquoi mon nom a été glissé et par qui sur cette liste de honte, moi qui avais voté au centre de Saka, en pleine journée, avec deux de mes enfants arrivés la veille d'Europe avant de repartir à la maison, à Masimanimba ? » Dans une église catholique, dans la cité de Masi, à la fin de la messe célébrée par un abbé curé, le doigt en l'air, le regard tourné vers l'abbé, Tryphon Kin-kiey Mulumba jure : « Seigneur Dieu, Roi du Ciel et de la Terre, toi Maître des Temps et des Circonstances, si moi, Tryphon Kin-kiey Mulumba, j'ai touché à une machine à voter, si moi, Tryphon Kin-kiey Mulumba, ai eu tenu des propos quelconques à un agent de police, à un agent de la CÉNI, si l'un de mes proches a touché une machine à voter, s'est mal adressé à un agent de police ou de la CÉNI, Seigneur Dieu, Roi du Ciel et de la Terre, ôtes-moi la vie à cet instant... ». Reste que jamais

depuis le début des cycles électoraux en 2006, Tryphon Kin-kiey Mulumba affublé de tous les surnoms, Yha Khala (Grand Crabe), Bakala ya Ngolo (Homme Fort), Ngulungu Shidu Muneni (la Grande bête qui nourrit la contrée) et désormais Boyka (l'invincible boxeur Yuri Bohica), n'a recommandé une personne à un centre de vote, à un bureau de vote ou à la centrale de la CÉNI. Reste que jamais Tryphon Kin-kiey Mulumba n'avait battu à ce jour une telle campagne de proximité alors qu'il avait toujours été systématiquement élu. Mercredi 18 décembre, deux jours après la clôture des scrutins, les résultats provisoires des élections législatives nationales et provinciales reprises dimanche 15 décembre 2024, sont tombés. Yha Khala, Bakala ya Ngolo, Ngulungu Shidu Muneni, Boyka, Tryphon Kin-kiey Mulumba, arrache deux mandats, aux Nationales, 10.600 voix. Il est, en réalité, le seul, hormis un autre, Donald Sindani Kandambu, 8.800 voix, à avoir réalisé un tel tour de force dans un contexte, écrit-il sur son compte X (ex-Twitter), où il a fait face à des puissances financières, politiques et diaboliques » (@kkmtry). Certes, ce ne sont que des résultats provisoires. Il y a l'art. 73 de la loi électorale qui prévoit des «recours en contestation» qui continueraient de pleuvoir à la Cour Constitutionnelle, pour les Nationales, devant les Cours d'appel faisant office de Cours administratives d'Appel, pour les provinciales. Sauf que @kkmtry n'a en l'espèce le moindre souci à avoir.

D. DADEI

## Denis Kadima vante son approche

Denis Kadima Kazadi a vanté la publication des résultats provisoires des scrutins de Masimanimba et Yakoma. «Cette approche illustre que, pour nous, la transparence n'est pas un slogan, mais une réalité. Nous avons fait le choix de la transmission électronique des résultats, une innovation technologique en phase avec l'évolution de notre système électoral. Certains pourraient s'interroger sur la

transparence de cette approche. Chaque bureau de vote a produit des procès-verbaux remis aux témoins des partis politiques, leur permettant de vérifier les résultats affichés et publiés par la CÉNI (...) offrant à chacun la possibilité de s'assurer de la crédibilité et de la transparence du processus et aux candidats d'utiliser les procès-verbaux postés sur le site précité, afin d'appuyer leur thèse au moment du contentieux électoral devant la justice»,

a-il déclaré en dévoilant quelques agrégats significatifs de ces scrutins. Masimanimba a affiché un taux de participation de 37,81%, avec un nombre d'électeurs attendus de 442.383 pour 167.282 votants. Pour la députation nationale, les suffrages valablement exprimés s'élevaient à 167.035 (247 bulletins blancs), le quotient électoral étant de 33.407. A la députation provinciale, le nombre de suffrages valablement exprimés est de 166.974 (308

bulletins blancs) et le quotient électoral est de 20.871,75. Pour Yakoma, le taux de participation s'élève à 54,41%, le nombre d'électeurs attendus était de 200.247, avec 108.961 votants. Pour la députation nationale, le nombre de suffrages valablement exprimés est de 108.792 (169 bulletins blancs), le quotient électoral est de 54.396. Pour la députation provinciale, le nombre de suffrages valablement exprimés est de 108.764 (197

bulletins blancs), le quotient électoral est de 27.191. Pour lui, «le taux de participation des élections du 15 décembre 2024 est comparable à celui du 20 décembre 2023 (...). Les candidats, qui avaient auparavant réalisé des scores très élevés, n'ont atteint que la moitié de leurs performances passées. De plus, l'ordre d'arrivée a été considérablement modifié, reflétant un réel changement dans les préférences des électeurs».

# Les Députés proclamés par la CÉNI dans l'attente des recours en contestation

**DIRECT KINSHASA** Province: KWILU Circonscription: MASIMANIMBA  

**SONT ELUS DEPUTES NATIONAUX**

| NOMS                             | REGROUPEMENT/<br>PARTI POLITIQUE | VOIX   |
|----------------------------------|----------------------------------|--------|
| MAZENGA MUKANZU DIDIER           | AAC/PALU                         | 13 833 |
| KAMISENDU KUTUKA JEAN            | AAAD                             | 13 324 |
| KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON         | AAAP                             | 10 600 |
| SINDANI KANDAMBU DONALD          | 4AC                              | 8 808  |
| LUWANSANGU MUHETA PAUL DELACROIX | UDPS/<br>TSHISEKEDI              | 7 657  |

**AU COEUR DES LÉGISLATIVES NATIONALES ET PROVINCIALES MASIMANIMBA ET YAKOMA 2023** 

**DIRECT** Province: KWILU Circonscription: MASIMANIMBA  

**SONT ELUS DEPUTES PROVINCIAUX**

| NOMS                             | REGROUPEMENT/<br>PARTI POLITIQUE | VOIX  |
|----------------------------------|----------------------------------|-------|
| MALUTAMA BLANCHARD BLANCHARD     | AAC/PALU                         | 8 882 |
| SINDANI KANDAMBU DONALD          | 4AC                              | 7 028 |
| KIHOSA MANENGA KIBOBA URBAIN     | AACPG                            | 5 907 |
| KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON         | AAAP                             | 5 889 |
| LUPEMBA MBOMA FELICIEN           | AADD                             | 3 890 |
| KIKATA NGIMA KUBA                | APA/MLC                          | 3 775 |
| MUZIAZIA AKWETI MALA ERIC        | AACRD                            | 3 097 |
| MABAYA GIZI AMINE JEAN PHILIBERT | AA/C                             | 2 983 |

**AU COEUR DES LÉGISLATIVES NATIONALES ET PROVINCIALES MASIMANIMBA ET YAKOMA 2023** 

# Ces candidats les plus significatifs de Masimanimba

Lire, par ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.



**MAZENGA MUKANZU DIDIER**  
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU  
Voix : 13833  
Décision: élu



**KIKATA NGIMA KUBA**  
PARTI POLITIQUE: APA/MLC  
Voix : 4470



**LUBU MBOMA RUPHIN**  
PARTI POLITIQUE: AAAP  
Voix : 2065



**MBEMBA MUKUBIAWU JEANNE**  
PARTI POLITIQUE: AA/C  
Voix : 1524



**KAMISENDU KUTUKA JEAN**  
PARTI POLITIQUE: AAAD  
Voix : 13324  
Décision: élu



**KIKWA KASALA REAGAN**  
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU  
Voix : 3994



**MBWESE MASIYA JEAN MARIE**  
PARTI POLITIQUE: A2R  
Voix : 2054



**MAKAMBU MBWATA DESIRE**  
PARTI POLITIQUE: AAAR/CRD  
Voix : 1430



**KIN-KIEY MULUMBA TRYPHON**  
PARTI POLITIQUE: AAAP  
Voix : 10600  
Décision: élu



**MABAYA KULENDUKA CHRISTOPHE**  
PARTI POLITIQUE: 2A/TDC  
Voix : 3672



**KIAKESIDI MATONDO DEOGRACIAS**  
PARTI POLITIQUE: AFDC-A  
Voix : 1866



**LUNGA MUYOTI JOLIE**  
PARTI POLITIQUE: AMSC  
Voix : 1371



**KIPULU KABENGA ANTOINETTE**  
PARTI POLITIQUE: AACRD  
Voix : 9065



**MULENGI NZALALEMBA JEAN ROMBAUT**  
PARTI POLITIQUE: AMSC  
Voix : 3285



**MUSUENI MAKASIANGU JEAN NOEL**  
PARTI POLITIQUE: AVC-A  
Voix : 1829



**MANZITA DON DE DIEU GUELOR**  
PARTI POLITIQUE: AB  
Voix : 1344



**SINDANI KANDAMBU DONALD**  
PARTI POLITIQUE: 4AC  
Voix : 8808  
Décision: élu



**SUMBU MATIANGA DANNIS**  
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC  
Voix : 3002



**KIHOSA MANENGA KIBOBA URBAIN MERRO**  
PARTI POLITIQUE: AACPG  
Voix : 1764



**MULOBO MWARI CHRISTINE**  
PARTI POLITIQUE: ACRN  
Voix : 1251



**L UWANSANGU MUHETA PAUL DELACROIX**  
PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI  
Voix : 7657  
Décision: élu



**MUSIENI MUTALA ALAIN ATHANASE**  
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU  
Voix : 2400



**KITONGO KIMFUBA DODO ZACHARIE**  
PARTI POLITIQUE: AAC/PALU  
Voix : 1738



**IBONGO GILUNGULA JOSEPH**  
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC  
Voix : 1181



**MABAYA GIZI AMINE JEAN PHILIBERT**  
PARTI POLITIQUE: AA/C  
Voix : 6030



**MAWAKA FRANKIE**  
PARTI POLITIQUE: ANB  
Voix : 2390



**MULOP YELU KIETO CHANTAL**  
PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI  
Voix : 1653



**MAVULA MULUBA JEUDI**  
PARTI POLITIQUE: A24  
Voix : 1109



**MANWANINA KIUMBA NANA**  
PARTI POLITIQUE: UDPS/TSHISEKEDI  
Voix : 5780



**MAKWA DEEDE PROSPER**  
PARTI POLITIQUE: ACRN  
Voix : 2320



**MUNGALA ASSINDIE JONAS**  
PARTI POLITIQUE: AAEC  
Voix : 1575



**MUPEPE KANGU FELIX**  
PARTI POLITIQUE: REPOP  
Voix : 1094



**L UPEMBA MBOMA FELICIEN**  
PARTI POLITIQUE: AADD  
Voix : 5496



**KUTELAMA BATWA IGNACE**  
PARTI POLITIQUE: MLC  
Voix : 2242



**MUTUTI WEB'S DIODIKI HANS**  
PARTI POLITIQUE: AN  
Voix : 1028

# Ceux qui ont fait moins de 1000 voix dans les scrutins de Masimanimba

*L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.*



KUMBANGI  
BISAKU-SAKU  
CYRIAQUE  
PARTI  
POLITIQUE:  
AACPG  
Voix : 990



LUSILU NZUZI  
LYDIE  
PARTI  
POLITIQUE: APCF  
Voix : 657



MAKUBA  
MUMPANZI  
ALBERT  
PARTI  
POLITIQUE:  
AAND  
Voix : 518



MUTUKU MBUI  
IGNACE  
PARTI  
POLITIQUE: ANB  
Voix : 420



MUNDUNDU  
GALULAMA  
PAULIN  
PARTI  
POLITIQUE:  
AADC-A  
Voix : 962



MUHIKA  
MUDIKAKA  
GILBERT  
PARTI  
POLITIQUE:  
AFDC-A  
Voix : 648



MAYOYO  
MAFOLO  
PETRETY  
PARTI  
POLITIQUE: AAEC  
Voix : 499



MAFULU LAMBA  
KIFOTA CLAUDE  
PARTI  
POLITIQUE: ATUA  
Voix : 409



TOMBO SEFU  
BLANCHARD  
PARTI  
POLITIQUE: MLC  
Voix : 894



KATENDI  
KANGUNZA  
GUELOR  
PARTI  
POLITIQUE:  
AAC/PALU  
Voix : 646



WAMBA MILOLO  
MARTHE  
PARTI  
POLITIQUE: AA/C  
Voix : 493



MUPEPE  
MUZAMA JEAN  
PAUL  
PARTI  
POLITIQUE: 4AC  
Voix : 405



FWELO MUTIMA  
FELICITE  
PARTI  
POLITIQUE:  
UDPS/KIBASSA-  
A  
Voix : 892



SINZIDI KABUKI  
GODE  
PARTI  
POLITIQUE: MSL  
Voix : 617



MUNDABI FAL  
BOB BOB  
PARTI  
POLITIQUE: A3A  
Voix : 480



NTSHA  
NGANZIALA  
JACQUES SABOU  
PARTI  
POLITIQUE: 4AC  
Voix : 405



VUDISA  
MBONGOMPASI  
SATURNIN  
PARTI  
POLITIQUE: ACP-  
A  
Voix : 885



KAWATA LEMBA  
ABRAHAM  
PARTI  
POLITIQUE:  
NOU.EL  
Voix : 608



ABUDI  
MUKEMBA  
VICTOR  
PARTI  
POLITIQUE: ACP-  
A  
Voix : 459



MAYITANGU  
MBULU KOKO  
HERCULE  
PARTI  
POLITIQUE:  
AESPA  
Voix : 396



MUWALA BOL  
MAKOB  
MATALATALA  
DESIRE  
PARTI POLITIQUE:  
UDPS/TSHISEKEDI  
Voix : 843



KIPANGU SAYA  
LEBEAU  
PARTI  
POLITIQUE: A24  
Voix : 600



KASOTA LUNGU  
DIDEROT  
PARTI  
POLITIQUE: AB  
Voix : 450



MUSAKA MWELA  
THOMA  
PARTI  
POLITIQUE:  
AFDC-A  
Voix : 388



PATA MAKESI  
BENJAMIN  
PARTI  
POLITIQUE:  
AADC-A  
Voix : 796



MUKWABATU  
BUKA THEO  
PARTI  
POLITIQUE:  
AAAR/CRD  
Voix : 593



LUMBELO  
MAVUMA  
THOMAS  
PARTI  
POLITIQUE: A3A  
Voix : 444



KAWONDA  
LWAMBO  
MAXIME  
PARTI  
POLITIQUE:  
AMSC  
Voix : 370



MUNGU  
AKONKWA  
RAPHAEL  
PARTI  
POLITIQUE:  
AADC-A  
Voix : 773



KATIKA  
MANDALA  
ACHILLE  
PARTI  
POLITIQUE: ACP-  
A  
Voix : 553



KWANGO NGAYA  
DENISE  
PARTI  
POLITIQUE: AAD-  
A  
Voix : 442



MUDIKELA  
MANGONZI  
CHRISTINE  
PARTI  
POLITIQUE: AAD-  
A  
Voix : 366



KALUNGA NZEY  
ASTRID  
PARTI POLITIQUE:  
UDPS/TSHISEKEDI  
Voix : 715



KILAY LUKAKU  
CYRILLE  
PARTI  
POLITIQUE:  
AACRD  
Voix : 549



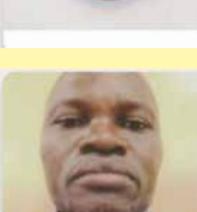
MBULUKU WU  
BAMBULUKU  
NESTOR  
PARTI  
POLITIQUE: ANB  
Voix : 438



KUMESO M'IS-  
H'IND LEOPOLD  
PARTI  
POLITIQUE: AAD-  
A  
Voix : 356

# Ces candidats députés qui ont fait moins de 400 voix à Masimanimba

L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.

|   |  |   |   |
|---|--|---|---|
|  <p>MAFUTA KENGI DETHOU<br/>PARTI POLITIQUE: 4AC<br/>Voix : 352</p>                    |  <p>MAFUTA MABWA ADOLPHE<br/>PARTI POLITIQUE: ACRN<br/>Voix : 288</p>               |  <p>MBEMBA NGUISI ANGEL<br/>PARTI POLITIQUE: ADRP<br/>Voix : 165</p>               |  <p>LEPU SIANGO RAPHAEL<br/>PARTI POLITIQUE: A/B50<br/>Voix : 132</p>                |
|  <p>KIBULA MUPANZI GODEFROID<br/>PARTI POLITIQUE: A25<br/>Voix : 345</p>               |  <p>KUFUKAMA KUBAKANA PROSPER<br/>PARTI POLITIQUE: AN<br/>Voix : 277</p>            |  <p>MAMBAU NGOLOVUMU JEREMIE<br/>PARTI POLITIQUE: REPOP<br/>Voix : 162</p>         |  <p>MAPANDA BWAS NATHANAEL<br/>PARTI POLITIQUE: AEDC-A<br/>Voix : 128</p>            |
|  <p>MUMPE MUYAYU LAURICAM<br/>PARTI POLITIQUE: 2A/TDC<br/>Voix : 334</p>              |  <p>NGANDU MUFUTU GODEFROID<br/>PARTI POLITIQUE: NOU.EL<br/>Voix : 268</p>         |  <p>NZAMBA MATANDA CEDRICK<br/>PARTI POLITIQUE: ARDEV-A<br/>Voix : 150</p>        |  <p>MUSUMARI BOLOSO GABRIEL<br/>PARTI POLITIQUE: APA/MLC<br/>Voix : 121</p>         |
|  <p>NAKAHOSA KIPASA CA ARRIVE<br/>PARTI POLITIQUE: UDPS/KIBASSA-A<br/>Voix : 328</p> |  <p>HOMA TSONA GINA<br/>PARTI POLITIQUE: AN<br/>Voix : 251</p>                    |  <p>KUTUMBAKANA ATUNUNGILA ESPERANT<br/>PARTI POLITIQUE: AA/C<br/>Voix : 150</p> |  <p>NGAI NGAI MAKASI NOE<br/>PARTI POLITIQUE: 4AC<br/>Voix : 120</p>               |
|  <p>MADIAMBAO PAY JEAN<br/>PARTI POLITIQUE: AEDC-A<br/>Voix : 320</p>                |  <p>KULUMBA BWIT MIYAMBA MICHELINE<br/>PARTI POLITIQUE: AMSC<br/>Voix : 233</p>   |  <p>MAYOMBO KIFUNZI BLAISE<br/>PARTI POLITIQUE: ART&amp;A<br/>Voix : 143</p>     |  <p>MUSIKOSI KAPAKALA JEAN-MARIE<br/>PARTI POLITIQUE: AE<br/>Voix : 120</p>        |
|  <p>MWANANDOMBE KAFILA JULES<br/>PARTI POLITIQUE: AFDC-A<br/>Voix : 318</p>          |  <p>KANDONGO MAKINGA DIDIER<br/>PARTI POLITIQUE: AE<br/>Voix : 213</p>            | <p>VOTES BLANCS<br/>PARTI POLITIQUE: NULL<br/>Voix : 204</p>  |  <p>KUSESUKA KAPENDA POLYDOR WIL LIBRO<br/>PARTI POLITIQUE: RDT<br/>Voix : 115</p> |
|  <p>WANET NSI NGOL'SA EDDY<br/>PARTI POLITIQUE: AB<br/>Voix : 314</p>                |  <p>MAFOLO LADHA FERDINAND<br/>PARTI POLITIQUE: UDPS/KIBASSA-A<br/>Voix : 188</p> |  <p>KAHUMA KWAZITELA JEAN PIERRE<br/>PARTI POLITIQUE: A3A<br/>Voix : 142</p>     |  <p>MUTELA MBONGO MINGI TIMOTHEE<br/>PARTI POLITIQUE: A25<br/>Voix : 115</p>       |
|  <p>NGUNZA NZEY HELENE<br/>PARTI POLITIQUE: AFDC-A<br/>Voix : 311</p>                |  <p>KATANGA MBONGO GERMAINE<br/>PARTI POLITIQUE: AV<br/>Voix : 186</p>            |  <p>MAKONGA LWAMBA SOLANGE<br/>PARTI POLITIQUE: 2A/TDC<br/>Voix : 142</p>        |  <p>MUTELA MBUTA SIMEON<br/>PARTI POLITIQUE: A/B50<br/>Voix : 112</p>              |
|  <p>FALANGANI NDENÉ JONAS<br/>PARTI POLITIQUE: ARDEV-A<br/>Voix : 301</p>            |  <p>NZUANGA BIZANZI VITAL<br/>PARTI POLITIQUE: A7<br/>Voix : 176</p>              |  <p>NZIANGU KAFUTI ORNELLAICHATH<br/>PARTI POLITIQUE: ATUA<br/>Voix : 133</p>    |  <p>NAKASILA MWANAYALA ADOLPH<br/>PARTI POLITIQUE: ARDEV-A<br/>Voix : 107</p>      |

# Ceux qui ont fait moins de 100 voix dans les élections de Masimanimba

L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.



NDUNGI LUGUBOKUKILA LIEVAIN  
PARTI POLITIQUE: MLC  
Voix : 106



MBUNZUNGWADI KUDIMADIOU JEAN- CLAUDE  
PARTI POLITIQUE: CODE  
Voix : 90



MASUDINUMBI MAMPUYA AMANDA  
PARTI POLITIQUE: AAAP  
Voix : 63



MUKABA KUDIAKUBANSA SYLVAIN  
PARTI POLITIQUE: AVC-A  
Voix : 54



MANGWANGU MAZEBI FREDERIC  
PARTI POLITIQUE: CODE  
Voix : 105



KABA SEFU HERITIER  
PARTI POLITIQUE: AAND  
Voix : 87



MANDUNGU KUSALABUNA ROGER  
PARTI POLITIQUE: A25  
Voix : 63



BELADE DOLI TONY  
PARTI POLITIQUE: LP  
Voix : 52



TUTA MAYINZA SAMUEL  
PARTI POLITIQUE: AEDC-A  
Voix : 104



DIADIA KOY HUGUES  
PARTI POLITIQUE: A/VK2018  
Voix : 83



KANDONDA DOUDOU SANDOKA  
PARTI POLITIQUE: AADC-A  
Voix : 61



LUZITU NIKESE NICO  
PARTI POLITIQUE: ARNL  
Voix : 50



BUNGU MANSI GEORGES  
PARTI POLITIQUE: APA/MLC  
Voix : 98



MUBIDI MATENDA LEANDRE  
PARTI POLITIQUE: FPAU  
Voix : 79



KUMILIBI LASAS ALAIN  
PARTI POLITIQUE: ADRP  
Voix : 60



MPEZO MADILAMBA JIMMY  
PARTI POLITIQUE: ADIP  
Voix : 50



MBUNSU MANDUNDU IGNACE  
PARTI POLITIQUE: NOU.EL  
Voix : 97



MAMPATA MINVANVA MARTINE  
PARTI POLITIQUE: AMSC  
Voix : 79



MBALA KIVUNDA PACOME  
PARTI POLITIQUE: ART&A  
Voix : 58



BITENDE BITENDE EUGENE  
PARTI POLITIQUE: AACRD  
Voix : 50



LUNKO NZUZI PAUL  
PARTI POLITIQUE: A2R  
Voix : 97



TEBA TEBA NZASI JEAN BOSCO  
PARTI POLITIQUE: AADD  
Voix : 73



MUNDUNGA MANDUNGU ROBERT  
PARTI POLITIQUE: APA/MLC  
Voix : 58



KABEMA KINDELA ANTOINE  
PARTI POLITIQUE: AESPA  
Voix : 50



ABHE MADINUNGA NIRA IDESBALD  
PARTI POLITIQUE: MLC  
Voix : 95



NGONZO MUNDELE YVONNE  
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC  
Voix : 73



MAFALANKA DIASI JOSEPH  
PARTI POLITIQUE: AA/C  
Voix : 58



MANGUNGU NDEDI JOSEPHINE  
PARTI POLITIQUE: A/VK2018  
Voix : 50



MESA MBONGU THERESE  
PARTI POLITIQUE: AACPG  
Voix : 91



ZUNZA MASWAKU PATIENCE  
PARTI POLITIQUE: ACP-A  
Voix : 71



KISOKA NGWANZA SALVADOR  
PARTI POLITIQUE: 1A/A  
Voix : 57



MAFING MUYOMBO CHARLES  
PARTI POLITIQUE: AAD-A  
Voix : 50



SEDI MANGALA HIPPOLYTE  
PARTI POLITIQUE: ANB  
Voix : 91



MAWOMBO MAMANISA LIEVIN  
PARTI POLITIQUE: APCF  
Voix : 65



MUMBA MULONDANGANGA RICHARD  
PARTI POLITIQUE: LP  
Voix : 55



MATOTO MBALA DEMS  
PARTI POLITIQUE: AVC-A  
Voix : 47

# Ces candidats députés qui ont fait moins de 50 voix dans Masimanimba

L'ordre d'importance en termes de voix réalisées, de haut en bas, de gauche à droite.



MOBINZO MWENGE POPOL  
PARTI POLITIQUE: FP2023  
Voix : 44



NDEKE MAYULLU GUILLAUME  
PARTI POLITIQUE: AEDC-A  
Voix : 33



KASOMBO MWADI DJOPY  
PARTI POLITIQUE: A/VK2018  
Voix : 28



LUKATA KAMWAKA DIAN JEROME-CORNEILLE  
PARTI POLITIQUE: LP  
Voix : 24



NZIMBU MALEMBE GUILLAUME  
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC  
Voix : 43



MUSITU KUBA REAGEN  
PARTI POLITIQUE: A7  
Voix : 33



MAFUNGU PRINCE FRANCOIS  
PARTI POLITIQUE: AADD  
Voix : 28



KADIATA KADIATA DORIS  
PARTI POLITIQUE: A1  
Voix : 24



KASAY MUKASA BLAISE  
PARTI POLITIQUE: 1A/A  
Voix : 41



MUNGWELA LUZOLO JOSEPH  
PARTI POLITIQUE: A/A-UNC  
Voix : 31



MAFALANKA MBALANGENZI JEAN MARIE  
PARTI POLITIQUE: UDPS/KIBASSA-A  
Voix : 24



NAKAHOSA NGOTO ANASTHASIE  
PARTI POLITIQUE: AB  
Voix : 24



SHIKO KABONGO ANDRE  
PARTI POLITIQUE: A/B50  
Voix : 40



KISALA KANDA MAYS JEAN-PAUL  
PARTI POLITIQUE: 2A/TDC  
Voix : 30



BIZAU KIKUSA CLAUDE  
PARTI POLITIQUE: 1A/A  
Voix : 27



MVULA ANDEM ROMEO  
PARTI POLITIQUE: ADRP  
Voix : 23



MAFUTAMINGI LONGIABA PLACIDE  
PARTI POLITIQUE: ENVOL  
Voix : 40



MADINUNGA MWANZA CATHERINE  
PARTI POLITIQUE: 1A/A  
Voix : 29



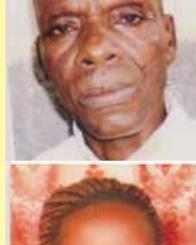
KUYALA MUNANGA MONDAY  
PARTI POLITIQUE: AAND  
Voix : 26



KWASA NZAMBI MFUMU GUYLAIN  
PARTI POLITIQUE: AAAR/CRD  
Voix : 22



KUSALA KUTULENGI RUPHIN  
PARTI POLITIQUE: AADD  
Voix : 40



MIYAMBA MBANZA JEAN LEPRINCE  
PARTI POLITIQUE: AE  
Voix : 29



MUTUMBA BLAISE BLAISE  
PARTI POLITIQUE: A/VK2018  
Voix : 26



KUHOSA ENA DOMINIQUE ARISTARQUE  
PARTI POLITIQUE: AABG  
Voix : 22



MAVULA NGOBILA JEANCY  
PARTI POLITIQUE: A/VK2018  
Voix : 40



WANGA WANGA KAFUTI PRINCESSE  
PARTI POLITIQUE: AACPG  
Voix : 28



KATANGANI KUDINDAKAN TANITA  
PARTI POLITIQUE: A/B50  
Voix : 26



BUNKETI NDALA FREDDY  
PARTI POLITIQUE: A1  
Voix : 21



FAYALA NGWEY JEAN NICAISE  
PARTI POLITIQUE: 2A/TDC  
Voix : 36



POSO MBALA ROMAIN  
PARTI POLITIQUE: NOP-H2023/RDC  
Voix : 28



MASINI SONGANDEMBO HUGO  
PARTI POLITIQUE: NOU.EL  
Voix : 25



KUZITUKA MAYELE JONATHAN  
PARTI POLITIQUE: ALDEC  
Voix : 21



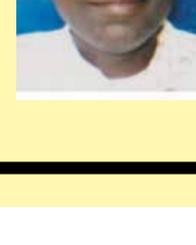
KITENGA KIS-BATAT REMACLE  
PARTI POLITIQUE: RDT  
Voix : 35



NGEMI NZUBE EUGIDE  
PARTI POLITIQUE: AE  
Voix : 28



MANDUNGU BAKABANA RUTH  
PARTI POLITIQUE: NOP-H2023/RDC  
Voix : 25



BUNDUKU MAKOLA ODON CHARLES  
PARTI POLITIQUE: AC-CONGORDC  
Voix : 21

# C'est quoi les crampes nocturnes?

**Les crampes nocturnes sont des contractions musculaires involontaires et douloureuses qui surviennent pendant le sommeil.**

Les crampes nocturnes se manifestent au niveau des cuisses, des mollets ou des pieds. La crampe disparaît d'elle-même en quelques minutes. En revanche, si elle devient récurrente ou si d'autres symptômes lui sont associés, alors il convient de consulter son médecin. Quels sont les causes, les symptômes et les traitements des crampes nocturnes.

**Qu'est-ce qu'une crampe nocturne aux cuisses, aux mollets ou aux pieds ?** Une crampe nocturne désigne une contraction soudaine et involontaire d'un ou de plusieurs muscles des membres inférieurs. Autrement dit, ces contractions musculaires douloureuses concernent les

muscles des cuisses, des mollets ou des pieds. Pour amorcer un mouvement, l'excitation conduit le muscle à se contracter, à raccourcir puis à se relâcher. Cette séquence se reproduit à chaque nouveau mouvement. Dans le cas d'une crampe nocturne, il y a une incapacité du muscle à se relâcher. La nuit, pendant le sommeil, le corps se met en mouvement, avec de petites agitations des jambes destinées à éviter l'ankylose. Le corps effectue ainsi une succession de mouvements de contraction/relâchement. Mais en cas de crampe nocturne, le relâchement musculaire ne se produit pas et le muscle bloqué en position contractée devient douloureux. La personne se réveille alors.

**Quelles sont les causes et carences qui provoquent des crampes dans les jambes la nuit ?** Les causes des crampes musculaires au mollet ou au pied, la nuit, peuvent être variées et sont le plus souvent bénignes.

Mais elles peuvent aussi être révélatrices de pathologies plus sévères. Parmi les causes les plus courantes des crampes aux jambes la nuit, on observe :

- la pratique intensive de sport avec un échauffement et des étirements insuffisants. Ou une reprise non progressive du sport après une grande interruption ;
- l'existence d'anomalies au niveau de la voûte plantaire (pieds creux notamment) ;
- le stress et la fatigue, qui augmentent le risque de crampes nocturnes ;
- un manque d'hydratation : il est important de bien s'hydrater, particulièrement après l'effort ;
- des carences : en magnésium, calcium, potassium et vitamine B. Or, le magnésium et le calcium sont des minéraux essentiels à la fibre musculaire pour permettre son relâchement ;
- des problèmes vasculaires : en cas de varices, d'insuffisance veineuse, les muscles ne sont pas suffisam-

ment irrigués et donc insuffisamment oxygénés. Une mauvaise circulation sanguine peut donc provoquer des crampes nocturnes ;

- des pathologies du métabolisme : le diabète, l'hypothyroïdie... ;
- des neuropathies périphériques : la poliomyélite, la sclérose en plaques... ;
- la grossesse : au cours des 2ème et 3ème trimestres surtout ;
- certains traitements médicamenteux : les traitements contre l'hypertension artérielle, les diurétiques, les médicaments anticholestérolémiants...

**Quels sont les symptômes des crampes aux jambes la nuit et quand consulter ?**

Les symptômes des crampes nocturnes sont une douleur brutale, provoquée par la contraction du muscle et son incapacité à se relâcher. Elle dure de quelques secondes à quelques minutes pendant lesquelles le membre reste en extension. La crampe disparaît spontanément. Toutefois, en cas de

récidives fréquentes, une douleur peut persister au niveau des muscles touchés, une fois la crampe terminée.

**Quel diagnostic pour les crampes nocturnes : est-ce lié à un manque de magnésium ?**

Si une crampe isolée dans les pieds ou les jambes, la nuit, ne doit pas inquiéter, sa récurrence doit conduire à consulter son médecin. Il s'agit en effet d'en identifier la cause et de veiller à ce qu'elle ne soit pas le signe d'une pathologie sous-jacente ou l'effet secondaire d'un traitement médicamenteux.

Le médecin interroge le patient sur le contexte d'apparition des crampes (grossesse en cours ou non, pratique de sport intensive, hydratation quotidienne, traitements éventuels en cours, autres symptômes, etc.). Il prescrit alors un bilan sanguin afin de savoir s'il existe des carences (notamment en magnésium, potassium, calcium et vitamine B). Il peut aussi prescrire un dosage des

hormones thyroïdiennes.

**Comment faire pour ne plus avoir de crampes la nuit : quels sont les traitements ?**

Les traitements des crampes nocturnes dépendent de la cause identifiée. Si le bilan sanguin révèle une carence en magnésium, alors une cure de magnésium est prescrite pendant deux ou trois mois. Si la cause de ces contractions musculaires est la prise de certains médicaments, alors le traitement médicamenteux pourra être ajusté par le médecin. Si une bonne hydratation, une supplémentation en magnésium et des étirements ne suffisent pas à soulager les crampes nocturnes, alors un décontractant musculaire à base de quinine peut être prescrit à l'adulte pour une durée maximale d'un mois.

**Bon à savoir.** Dans la phase aiguë de manifestation de la crampe nocturne, divers gestes simples permettent de soulager la douleur. Cela passe par le fait de

se lever et de marcher sur une surface froide, pieds nus. Ou encore par l'action de masser le muscle pour soulager les crampes. Ce massage peut être réalisé avec des huiles essentielles (Arnica, Gaulthérie couchée).

**Comment éviter les crampes nocturnes ?** Il est possible de prévenir bon nombre de crampes musculaires nocturnes par des rituels simples. Cela passe par un échauffement suffisant avant le sport et la pratique d'étirements à la fin de la séance de sport. Mais aussi par une bonne hydratation et une alimentation riche en magnésium. Il faut éviter de porter des chaussures à hauts talons de façon prolongée, source de crampes nocturnes aux mollets. Dans le cas de crampes nocturnes dans les jambes, il est conseillé d'étirer les muscles des jambes (triceps sural et ischio-jambier) avant de se coucher. Enfin, il faut veiller à dormir avec le pied à angle droit avec la jambe (éviter d'avoir la pointe du pied tendue).

## Comment dormir le mieux au lit

**Dormir bien au lit est possible surtout lorsque l'on éprouve des douleurs spécifiques.**

**Dormir sur le côté avec un oreiller de corps.** Cette position est à favoriser lorsque vous avez mal à la région lombaire et que vous êtes lassés de la position sur le dos. L'oreiller de corps, que j'appelle affectueusement «l'oreiller copain», est souvent plus massif qu'un simple oreiller, ce qui vous permet de déposer uniquement la jambe du dessus tout en gardant l'autre allongée et dégagée. Lors d'une douleur à la hanche, le fait que la jambe soit élevée à la hauteur de celle-ci, permet de soulager

les muscles trop tendus et allège la pression qu'ils induisent sur cette articulation. De la même façon qu'il supportera le bras si vous avez mal à l'épaule. L'oreiller de corps est parfait pour ceux et celles qui tourbillonnent durant leur sommeil, car il aura moins tendance à bouger et finir sa nuit au sol comparative à un oreiller conventionnel. Il fait aussi une barrière de protection contre les coups de coudes accidentels de votre douce moitié.

**Dormir sur le côté avec un oreiller entre les jambes.** L'oreiller placé entre les jambes est une position idéale si vous avez mal au dos, car il soulage celui-ci de la pression faite par le poids des jambes. Il permet

aussi de garder les genoux légèrement fléchis, donc de favoriser une détente au dos induite par la bascule postérieure du bassin. Il est important que les genoux et les pieds soient supportés par l'oreiller, car si ce dernier est uniquement placé entre les genoux, cela forcera une rotation externe des fémurs, engendrant des tensions inutiles dans les hanches. Plus facile à déplacer qu'un oreiller de corps, un oreiller conventionnel vous donnera la liberté de changer de côté selon le confort souhaité. Attention aux bras ! Plusieurs négligent leurs bras lorsqu'ils dorment sur le côté. Il faut que le bras d'en dessous soit dégagé de l'oreiller et de la tête, sinon vous vous exposez à des

douleurs aux épaules, des engourdissements aux mains ou aux doigts, ainsi que des douleurs aux poignets.

**Sur le dos avec un oreiller sous les genoux.** Afin de garder le bas du dos allongé et minimiser la cambrure de celui-ci, un oreiller ou deux sous les genoux fait toute une différence dans la gestion des douleurs lombaires. Si vous éprouvez des douleurs à une épaule ou à un coude, ou que des engourdissements dans les bras vous réveillent la nuit, placez un oreiller sous chacune des aisselles et déposez vos mains sur le ventre. Faites attention à la tête ! Il est important que la tête et le cou conservent chacun leur alignement juste. C'est à dire que le lobe

d'oreille doit se situer à la même hauteur que l'épaule et que la colonne cervicale doit être la continuité de la colonne dorsale. Trop souvent, les gens glissent plusieurs oreillers derrière la tête ce qui met la nuque en tension continue. De plus, l'oreiller ne devrait pas être placé sous les épaules, car nous les voulons dégagées et déposées sur le matelas. L'oreiller doit épouser et supporter la courbe naturelle de votre cou sans jamais faire de pression sur celle-ci.

**Sur le ventre, car parfois, c'est la seule position qui vous fait du bien !** Aucun professionnel de la santé ne vous recommandera de dormir sur le ventre, car cela cause un stress sur le cou. Par

contre, lorsque l'on souffre de douleurs sévères au dos, parfois, c'est la seule position qui nous procure un soulagement aussi temporaire soit-il. Alors, prenez cette position pour une courte période (30') en mettant un ou deux oreillers sous la bassin et en prenant soin d'enlever celui sous la tête, qui est superflu sur le ventre. Si vous n'avez pas de pieds de lit, glissez-vous vers le bas de votre lit et laissez sortir les pieds de celui-ci. Cela induira une légère traction sur le bas du dos via la poids des jambes.

**Pour ceux qui aime dormir en petite boule.** Certains, plus ils se recroquevillent sur eux-mêmes, plus ils se sentent bien même si cela met

beaucoup de tensions inutiles sur la chaîne postérieure (dos). L'alternative serait d'élever un genou vis-à-vis la hanche (à un angle de 90 degré) et de soutenir la jambe avec un oreiller. Cela deviendra peut-être votre nouvelle position de sommeil préférée. Aussi, la personne qui dort à vos côtés aura l'avantage de ne plus avoir votre genou au milieu de son dos !

**L'oreiller dans tout ça !** Avec la multitude de formes, modèles, matériaux (mousse mémoire, gel, eau, plumes, écales de sarrasin) offerts sur le marché, il est effectivement difficile de trouver l'oreiller à son cou ! Le plus important, c'est le support et le confort.

**international**

# **METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE**



**CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.**



**SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.**

# Bentley Continental GT Speed est dévoilée

**A**près l'essai de la version camouflée, Bentley a dévoilé les premières photos officielles de cette quatrième génération de Continental GT.

Quand le groupe Volkswagen rachète la marque Bentley en 1998 pour 479 millions de £ (environ 562 millions d'euros) la petite marque anglaise ne vend alors que 414 modèles par an.

Les Allemands rajouteront encore 500 millions de £ (587 millions d'euros) pour le développement de la toute première Bentley entièrement nouvelle depuis... 1930 !

Ce sera la Continental GT qui va puiser ses sources d'inspiration lointaines dans l'aïeule de 1952, la R Type Continental. Et notamment dans ce long capot qui pousse l'habitacle vers

l'arrière et confère à la voiture une stature posée sur son train postérieur, tel un félin prêt à bondir. Le succès sera immédiat. Entre la première présentation en tant que concept au salon de Paris 2002 et le dévoilement de la version définitive au salon de Genève 2003, Bentley enregistrera plus de 3.200 dépôts d'acompte.

La première année de production se soldera par la vente de 7.000 exemplaires avant de culminer à un rythme de croisière de 10.000 unités/an.

## GÉNÉRATION 2024.

Si les proportions générales et le profil sont globalement conformes à ce que l'on connaissait depuis les débuts du modèle, cette nouvelle version se singularise par l'abandon des feux circulaires avant qui ont toujours ou presque fait partie de l'ADN visuel de Bentley.

La génération 2024 les abandonne au profit d'éléments uniques, barrés par



Cette Bentley, quatrième génération de Continental GT, pourrait-elle être utile un jour sur les routes congolaises, mieux, kinoises ? Rien, en principe, ne saurait être exclu. DR.



une flèche horizontale qui s'étire sur les ailes et qui abritent les diodes des clignoteurs. Et à l'arrière, on note l'abandon du déflecteur mobile au profit d'un dessin

de malle finement ciselé qui apporte un peu de légèreté à une génération moins «monobloc» que les précédentes, mais aux hanches toujours plus marquées par

des contours d'ailes arrière plus proéminents que jamais. À l'intérieur, le traitement de l'habitacle est tout aussi familier avec cette large console centrale et

ce tableau de bord massif qui comporte, en sa partie centrale, cet élément pivotant permettant différents affichages. Comme il se doit, les matériaux nobles (cuir, chrome,

etc.) sont au service d'une finition exemplaire tandis que la panoplie d'ADAS (aides à la conduite) et de connectivité fait encore un bond en avant. La présenta-

tion officielle de cette quatrième génération de Continental GT aura lieu à la rentrée de septembre, pour une commercialisation dans la foulée.

## HYBRIDE RECHARGEABLE.

La nouvelle Continental GT adopte une motorisation hybride rechargeable, intégrant un V8 biturbo inspiré par la Porsche Panamera e-Hybrid, d'une cylindrée de 4 litres. Ce V8 développe 600 ch et est assisté par un moteur électrique de 190 ch et 450 Nm, intégré dans la boîte robotisée double embrayage à 8 rapports. Au total, la nouvelle GT Speed dispose de 782 ch et 1000 Nm, surpassant la précédente GT du même nom de 123 ch et 100 Nm, ce qui en fait la voiture de route la plus puissante jamais produite par Bentley. Toutefois, ce gain de puissance s'accompagne d'un surpoids de 150 kg, portant la masse totale à environ 2,5 tonnes.

Pour contrer les effets de ce poids important sur la dynamique, Bentley a intégré de nombreuses technologies : transmission intégrale variable, roues arrière directrices, répartition vectorielle du couple, différentiel arrière autobloquant, suspension pneumatique, barres anti-roulis actives sous 48 V et amortisseurs pilotés à deux voies. La batterie haute tension, l'onduleur et le chargeur embarqué de 11 kW augmentent également le poids. Malgré cela, la nouvelle GT est plus rapide que la précédente, atteignant 100 km/h en 3,3 s contre 3,6 s, avec une Vmax de 335 km/h. Elle affiche aussi une moyenne WLTP de 36 g/km de CO<sub>2</sub>, bien que ces valeurs théoriques doivent être prises avec précaution. La batterie de 25,9 kWh permet une autonomie électrique de 80 km. Alors, cette Bentley pourrait-elle être utile un jour sur les routes congolaises, mieux, kinoises ? Rien n'est à exclure.



# Un Master en sexologie s'ouvre à l'Université Libre de Bruxelles

**A** la rentrée académique du 16 septembre en Belgique, nombre d'étudiant-es ont (re)pris le chemin des universités du pays alors que l'Université Libre de Bruxelles, ULB, lançait un tout nouveau Master de spécialisation en Sexologie et Clinique des Sexualités.

L'initiative résulte d'une collaboration sans précédent entre trois facultés, la Faculté de Psychologie, Sciences de l'Éducation et de Logopédie, la Faculté de Médecine (le 320 Rue Haute et le Département de Médecine générale) et la Faculté de Droit et Criminologie. Actuellement en Belgique, l'offre de formations en sexologie clinique est limitée, avec seulement deux universités proposant des programmes de Master, alors que le titre de sexologue est en voie d'être protégé.

En attendant, la Société des Sexologues Universitaires de Belgique, SSUB, recense sur son site une liste de près de 300 sexologues «agrés-es» (qui ne comprennent pas les personnes devenues sexologues au terme d'une formation non-universitaire). «Un travail est en cours au fédéral pour mieux encadrer la profession de sexologie, qui n'est pas reconnue officiellement aujourd'hui, ce qui crée des problèmes en termes de formation et de remboursement des soins. La protection à venir du métier de sexologue entraîne de nouveaux enjeux de formation de la part de futur-es professionnel-les du soin, comme des patient-es, auquel ce Master entend répondre», souligne Sandrine Detandt, professeure de psychologie et de psychopathologie des sexualités, directrice du centre de recherche l'Observatoire du sida et des sexualités, et qui a participé à la création du programme de ce Master, un pro-



L'initiative de ce cours en Belgique résulte d'une collaboration sans précédent entre trois facultés. DR.

gramme qui se veut pluridisciplinaire. «Il ne s'agit pas d'aborder les sexualités uniquement à partir des aspects biomédicaux ou psychologiques. Nous voulons que différentes disciplines soient présentes sur ces questions, comme l'anthropologie ou la criminologie. Nous souhaitons vraiment que l'expertise sur la sexualité soit abordée avec une approche féministe, ancrée dans l'histoire, et une prise en compte des minorités. Nous avons une volonté d'ouverture, sans éluder les questions difficiles : les violences sexistes et sexuelles par exemple», explique à ce sujet Charlotte Pezeril, chercheuse au sein de l'Observatoire du sida et des sexualités, et professeure au sein du Master.

## UNE APPROCHE CRITIQUE.

Sandrine Detandt complète : « Nous proposons une formation qui permettra à des sexologues de répondre à des questions classiques, comme «Pourquoi n'ai-je plus de désir sexuel ?» Nous allons aussi enseigner une approche critique de la sexologie, qui a parfois des pré-supposés médicalisants, dans le sens où elle va vouloir accompagner les dysfonctionnements d'une personne dans une perspective presque sanitaire,

comme si la sexualité se vivait par des individus complètement autonomes et en pleine capacité d'eux-mêmes, dans le seul but d'atteindre une satisfaction. La réalité est évidemment bien plus complexe. Je pense que la sexualité devrait être abordée à partir de ses impasses. La sexualité, c'est d'abord quelque chose qui manque sa cible, plutôt que de pouvoir être considérée comme quelque chose qui peut être, ou peut devenir, efficace».

Cela fait environ 15 ans que l'idée de lancer cette formation a émergé. Si elle a mis du temps à se concrétiser, c'est notamment parce que «l'ULB a pris le temps de se constituer une expertise académique et clinique au sujet des sexualités, qui permet d'assurer la qualité de notre enseignement et qui permettra aux étudiant-es d'exercer cette profession dans des hôpitaux ou en cabinet privé. L'ULB est aussi liée à des centres et des réseaux de recherche, dont l'Observatoire du Sida et des Sexualités, ce qui démontre son engagement dans ces domaines», précise Sandrine Detandt.

«Je trouve qu'il est également intéressant de se demander qui a voix au chapitre sur ces questions. Il y a d'ailleurs une importante réappropriation des savoirs

sur la sexualité par les personnes minorisées. Plusieurs professeur-es du Master mettront en avant des auteurs et des autrices que l'on a trop souvent relégués à la marge».

## AU CŒUR DES LUTTES.

Charlotte Pezeril abonde : « Pendant longtemps, la psychanalyse n'a abordé les sexualités que comme un lieu de dysfonctionnement et de perversion. Cette vision a été remise en question dans les années 1970, et aussi par le mouvement féministe. Aujourd'hui, la définition de la

santé sexuelle par l'Organisation Mondiale de la Santé exprime clairement le besoin de développer une approche positive autour de la sexualité. Il faut appréhender d'autres manières de considérer la sexualité et d'autres manières de pratiquer la sexologie. Je pense réellement que l'Observatoire du Sida et des Sexualités a un rôle à jouer, parce que l'épidémie de sida dans les années 1980 a été majeure pour la redéfinition du rapport entre les patient-es et les médecins. Le fait qu'un-e patient-e devait tout accepter des mains de médecins surpuissants a été dé-

noncé. C'est à partir de là qu'on a commencé à penser les droits des patient-es, à parler de consentement et de droit à la vie privée. Les luttes contre le sida sont le fait de personnes minorisées dans la société, notamment les personnes homosexuelles et les travailleuses du sexe, qui ont aussi critiqué le fait d'être considéré-es comme des monstres ou des pervers-es. Ce sont les plus marginalisés qui peuvent remettre en question le système hétéronormatif dans lequel nous vivons». Le programme du Master fait d'ailleurs

aussi la part belle aux actrices et acteurs de terrain, notamment les plannings familiaux ou les associations de la société civile, mais aussi des médecins qui seront notamment présents lors de travaux pratiques pour partager leur expérience de professionnel-les directement avec les étudiant-es.

« On développera certains sujets à partir de débats et de discussions. Je pense à la notion de consentement, qui semble être une évidence quand on est féministes : on aimerait pourtant partir à lisière de ce que recouvre cette notion, pour quitter les slogans et les citations qui n'ont pas beaucoup de sens à l'échelle clinique. À quoi est-ce qu'on consent, de quelle manière, pour quelle raison ? Il reste des zones d'ombre à investir. Le programme du Master ne se reconnaît ni dans la sexualité comme un champ de bataille et de pouvoir, duquel les femmes sortiraient toujours perdantes, ni dans la recherche de quelques bonnes pratiques qui permettraient d'avoir une sexualité toujours satisfaisante. Nous allons chercher l'interstice qui existe entre ces deux visions», précise Sandrine Detandt.

## Entretenir la flamme

**A** l'arrivée d'un enfant, en particulier du premier, le couple est secoué. Comment conserver un lien amoureux de qualité dans ce contexte ? Comment faire cohabiter le couple parental et le couple conjugal ?

Quand on devient parent, le rapport au temps, à l'espace et à l'intimité change. « La relation entre les adultes va s'enrichir, se complexifier », explique Nadia Morand, sexologue clinicienne. « Ce n'est pas nécessairement négatif, mais il faut s'adapter pour que le couple

parental ne prenne pas toute la place». En effet, il arrive trop souvent que les amoureux s'éloignent l'un de l'autre à l'arrivée d'un enfant. Pour quelles raisons ? «Tout d'abord, les besoins fondamentaux, dont le sommeil en premier lieu, ne sont plus assouvis», précise Nadia Morand. «Or si on ne dort pas assez, le reste devient corvée et contrainte».

## Y COMPRIS LE SEXE.

Autre cause : un déséquilibre dans le partage des tâches et des rôles. Car « pour faire perdurer et vivre le couple conjugal, il faut du temps

et de l'espace pour chacun des partenaires », poursuit-elle. « Si un partage s'installe, où un des partenaires s'occupe exclusivement des enfants et porte la charge mentale, tandis que l'autre est tourné vers l'extérieur, cela ne peut pas fonctionner en amour». Chacun doit trouver l'espace et le temps de profiter de l'intérieur du foyer, de l'enfant et aussi de la vie extérieure avec plaisir. C'est ainsi que les deux personnes auront la possibilité de sentir du désir pour l'autre. Mais bien entendu, même avec tous ces éléments, les deux

amoureux doivent avoir envie de faire l'effort d'entretenir la flamme du désir. « A ce propos, il est intéressant de se donner des rendez-vous pour passer du temps ensemble régulièrement », conseille Nadia Morand. En tant que parent, on a moins de disponibilité et se créer des moments spécifiques pour le couple est une méthode éprouvée. « Il ne s'agit pas de prévoir du sexe mais de se donner rendez-vous pour un cinéma, marcher ou n'importe quoi d'autre afin que le champ des possibilités laisse place au désir », conclut-elle.

# Le Congo dépose une plainte à l'étranger contre plusieurs multinationales

**D**es multinationales américaines Apple, Google, Tesla et Microsoft figurent parmi les entreprises poursuivies pour des décès et blessures d'enfants mineurs au Congo.

Aux États-Unis, les élus du Congrès ont dû trouver cette semaine une solution in extrémis pour éviter la paralysie de l'État fédéral. Un chaos survenu après la critique par Trump d'un projet qui était jusque-là sur la table. Mais si le président élu est ainsi intervenu, c'est parce qu'Elon Musk a vivement critiqué le texte bipartisan. Une influence que de nombreux élus démocrates, mais aussi républicains, ne voient pas d'un bon œil.

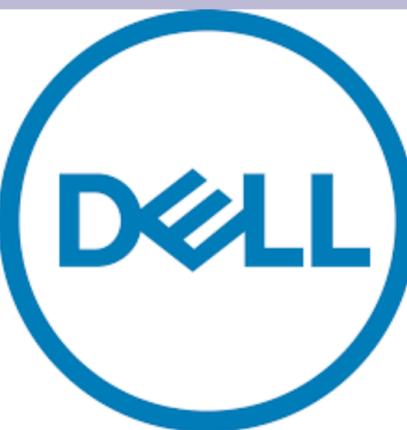
Une plainte a été déposée par l'International Rights Advocates au nom de 14 familles congolaises qui accusent les multinationales américaines mais aussi le fabricant d'ordinateurs Dell et deux sociétés minières, Zhejiang Huayou Cobalt et Glencore, qui possèdent les champs de mines où des familles congolaises allèguent que leurs enfants ont travaillé.

Ces sociétés seraient conscientes que le cobalt utilisé dans leurs produits pourrait être lié au travail des enfants. Le Congo produit 60% de l'approvisionnement mondial en cobalt. Ce minerai est utilisé pour produire des batteries lithium-ion qui alimentent les voitures électriques, les ordinateurs portables et les smartphones. Cependant, le processus d'extraction a souvent été la cible de critiques liées à l'exploitation minière illégale, aux violations des droits de l'homme et à la corruption.

L'action en justice intentée aux États-Unis soutient en effet que les sociétés de technologie avaient



Ces multinationales contre lesquelles Kinshasa a déclenché une procédure judiciaire. DR.



des « informations spécifiques » sur le fait que l'approvisionnement en cobalt pour leurs produits pouvait être lié au travail des enfants. Les plaignants disent que les entreprises n'ont pas réussi à régulariser leurs chaînes d'approvisionnement mais qu'elles ont plutôt profité de l'exploitation.

**ELLES NIENT.** Dans une interview au journal britannique Telegraph, Glencore déclare qu'elle « n'achète, ne traite ou ne commercialise aucune forme de travail des enfants, de travail forcé ou obligatoire ». Les documents judiciaires, vus par

l'autre journal britannique Guardian, donnent plusieurs exemples d'enfants mineurs enterrés vivants ou souffrant de blessures après l'effondrement d'un tunnel dans une mine. Les 14 familles congolaises veulent que les entreprises les indemnisent pour le travail forcé, la détresse émotionnelle et la négligente supervision. En réponse au Telegraph, la firme Microsoft a déclaré qu'elle s'était engagée à s'approvisionner de manière responsable en minéraux, qu'elle enquêtait sur toute infraction commise par ses fournisseurs et prenait des mesures.

Agissant au nom du gouvernement congolais, des avocats ont affirmé qu'Apple était complice de crimes commis par des groupes armés qui contrôlent certaines mines à l'Est du Congo. Apple a déclaré qu'elle « contestait fermement » ces allégations et qu'elle était « profondément attachée à l'approvisionnement responsable » en minerais. Les autorités françaises et belges vont

maintenant examiner s'il existe suffisamment de preuves pour poursuivre l'action en justice. Le cabinet d'avocats a évoqué la contamination de la chaîne d'approvisionnement d'Apple par des « minerais de sang ». Il affirme que l'étain, le tantale et le tungstène sont prélevés dans des zones de conflit, puis « blanchis dans les chaînes d'approvisionnement internationales ». « Ces activités ont alimenté un cycle

de violence et de conflit en finançant des milices et des groupes terroristes et ont contribué au travail forcé des enfants et à la dévastation de l'environnement. Apple a rejeté ces accusations en affirmant que ses « fournisseurs respectent les normes les plus strictes de l'industrie ». Un porte-parole a déclaré à la chaîne britannique BBC que « lorsque le conflit dans la région s'est intensifié au début de l'année, nous avons informé nos fournisseurs que leurs fonderies et raffineries devaient suspendre leur approvisionnement en étain, tantale, tungstène et or en provenance de la RDC et du Rwanda. Nous avons pris cette mesure parce que nous craignons qu'il ne soit plus possible pour les auditeurs indépendants ou les mécanismes de certification de l'industrie

de faire preuve de la diligence requise pour répondre à nos normes élevées ». L'Est est une source majeure de minerais et la soif mondiale de ceux-ci a alimenté les guerres qui s'y déroulent depuis des décennies. Les ONG affirment depuis longtemps que de grandes quantités de minerais provenant de mines légitimes, ainsi que d'installations gérées par des groupes armés, sont acheminées vers Kigali et finissent dans nos téléphones et nos ordinateurs. Par le passé, le Rwanda a qualifié de coup médiatique l'action en justice intentée par Kinshasa à l'encontre d'Apple. Il a nié avoir vendu des minerais de conflit à l'entreprise technologique.

## Plus que lui?

**S**era-t-il au-dessus de Trump ? « Le président Musk », « le Second In Chief », « l'éminence grise de Trump », « le double de Trump », etc. C'est ainsi que certains, à Washington comme sur les plateaux téléés, surnomment désormais Elon Musk. Le patron de Tesla a été choisi par Donald Trump pour diriger le nouveau département de l'efficacité gouvernementale. Mais en réalité, il occupe également une fonction de conseiller auprès du président élu et Elon Musk est quasiment présent à toutes les réunions, tous les dîners. Mercredi 18 décembre, il a suffi que l'homme d'affaires publie une dizaine de tweets critiquant le projet de budget négocié par les Républicains et les démocrates pour que Donald Trump ordonne aux élus de son parti de rejeter le texte, parlant d'un « projet ridicule ». Finalement, ce « shutdown » de Noël n'aura pas lieu. Samedi 21 décembre, le Congrès s'est mis d'accord pour valider le projet de loi finançant l'État fédéral jusqu'à mi-mars.

# Trump is back

**I**l a gagné. Il a triomphé avec plus de 295 grands électeurs, après une longue année de campagne. Il dirige désormais les deux Chambres, la Chambre des Représentants et le Sénat, outre la Cour Suprême.

Mais le président élu Donald Trump n'entrera en fonction que le 20 janvier 2025 pour succéder à Joe Biden, selon la tradition américaine. Comment se prépare le passage de témoin entre Joe Biden et Donald Trump ? L'actuelle administration dispose de 75 jours pour boucler ses dossiers et protéger notamment l'aide à l'Ukraine, pendant que Donald Trump constitue son second gouvernement.

Mercredi 13 novembre, le président démocrate avait convié la famille Trump à la Maison Blanche, une tradition censée marquer une transition pacifique du pouvoir. La vice-présidente Kamala Harris a reconnu sa défaite à la présidentielle, a appelé Donald Trump pour le féliciter pour sa victoire. Comment Donald Trump entend « redresser la presse » ? Un dossier qui fait mouche aux États-Unis. Le président élu va passer notamment par les tribunaux, avec une avalanche jamais vue de plaintes pour divers motifs dont la diffamation visant plusieurs médias. Avant même d'entamer son second mandat, il a lancé l'offensive contre ceux qu'il appelle « les ennemis du peuple », les médias. « Il faut redresser la presse » : voilà le programme fixé par le républicain lors de sa première conférence de presse après l'élection présidentielle tenue le 5 novembre. Dans son viseur : une légende du journalisme américain, Bob Woodward, dans une affaire d'enregistrements, mais aussi la chaîne CBS, accusée d'avoir



Donald Trump et sa famille à une apparition publique au lendemain de sa victoire. DR.

manipulé une interview de Kamala Harris de manière à faire paraître la vice-présidente, et candidate démocrate malheureuse, sous un meilleur jour.

**VERS L'AUTOCEENSURE.** « Effet d'intimidation » ? Il a déjà porté plainte contre un quotidien de l'Iowa ayant publié un sondage qui lui était défavorable, tandis que la chaîne de télévision ABC a accepté de payer 15 millions de \$US pour mettre fin à une procédure en diffamation. Le républicain a aussi estimé que le New York Times et le Washington Post devraient être privés du prix Pulitzer récompensant leur couverture des opérations d'ingérence russe autour de l'élection de 2016, qu'il avait remportée. De nombreux juristes estiment que beaucoup de procédures n'aboutiront pas. Reste qu'elles créent « un effet d'intimidation », juge Melissa Camacho, professeure de communication à la San Francisco State University, en pointant le risque que les journalistes « commentent à s'autocensurer ». Pour Donald Trump, « le suc-

cès ce n'est pas de gagner au tribunal, mais la couverture médiatique et les concessions qu'il peut obtenir », analyse Khadijah Costley White, professeure de journalisme à l'université Rutgers. La bataille annoncée de l'ancien et désormais futur président contre les médias ne sera toutefois pas que judiciaire. Il a placé des fidèles à certains postes clés. L'ancienne présentatrice Kari Lake, qui nie la victoire de Joe Biden contre Donald Trump en 2020, prendra la tête du média public VOA, Voice of America, et l'entrepreneur et multimilliardaire Elon Musk, chargé par le président élu de réduire les dépenses, promet de tailler les subventions à l'audiovisuel public. Les proches de Donald Trump assurent qu'ils dynamiseront les usages en matière de communication, à commencer par le « briefing » quotidien des porte-parole de la Maison Blanche. La répartition des sièges dans la célèbre salle aux tons bleus est gérée par les médias au travers de l'Association des correspondants à la Maison Blanche, qui organise aussi le fonctionnement du « pool », le petit groupe de journalistes

accompagnant le président américain dans ses déplacements. Podcasteurs et influenceurs ? Pendant le premier mandat de Donald Trump, ce rendez-vous de routine est souvent passé aux oubliettes, parfois pendant de longues périodes - plus de 300 jours de suite. À la différence de Joe Biden, le républicain raffolait toutefois d'échanges avec les journalistes. Et il communiquait directement à coups de tweets, à toute heure du jour voire de la nuit. Le républicain « va secouer Washington à partir du 20 janvier, et cela passera par la salle de briefing », prédit un ancien porte-parole de Donald Trump, Sean Spicer, dans une tribune publiée sur un site d'informations conservateur. Critiquant les bonnes places réservées aux grands médias comme le New York Times, le Washington Post ou CNN, il préconise un système du « premier arrivé, premier servi ». La chaîne préférée des conservateurs, Fox News, est aujourd'hui présente au premier rang de la salle de presse, mais d'autres médias de prédilection de la droite dure américaine, par exemple le tabloïd

New York Post, sont relégués plus loin du pupitre, voire n'ont pas de siège attribué, ce qui réduit leurs chances de poser une question. Autre piste étudiée dans le camp Trump : inviter au briefing les podcasteurs et influenceurs marqués à droite sur lesquels l'ancien homme d'affaires s'est appuyé pendant sa campagne.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP  
RCCM  
KIN/RCCM/15-A-27926  
Id. Nat.  
01-93-N00932M

Le Soft International  
Global site  
lesoftonline.net  
lesoft.be  
Kin's  
kin-s.net  
LeSoftConcept  
LeWebSoftConstruct  
InterCongoPrinters  
RadioTéléAction  
Masimanimba.  
Grand Bandundu  
info@lesoft.be  
SIP-AFRIMAGES  
B-1410 Belgique.  
Tél 00-32-488205666.  
Fax 00-322-3548978.  
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.  
Yerkis Muzama Muzinga.  
Phone +243-818371479.

Directeur associé  
Yves Soda.

RÉDACTION.  
T. Matotu  
D. Dadei  
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.  
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.  
Mankana Makasi.  
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.  
Belgique. Trends. Trends, Tendances.  
Le Vif/L'Express. Knack.  
© Copyright 2024 FINPRESS.  
Imprimé à Kinshasa  
InterCongoPrinters

Autorisation  
de diffusion en R-DC.  
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13  
janvier 2008.

